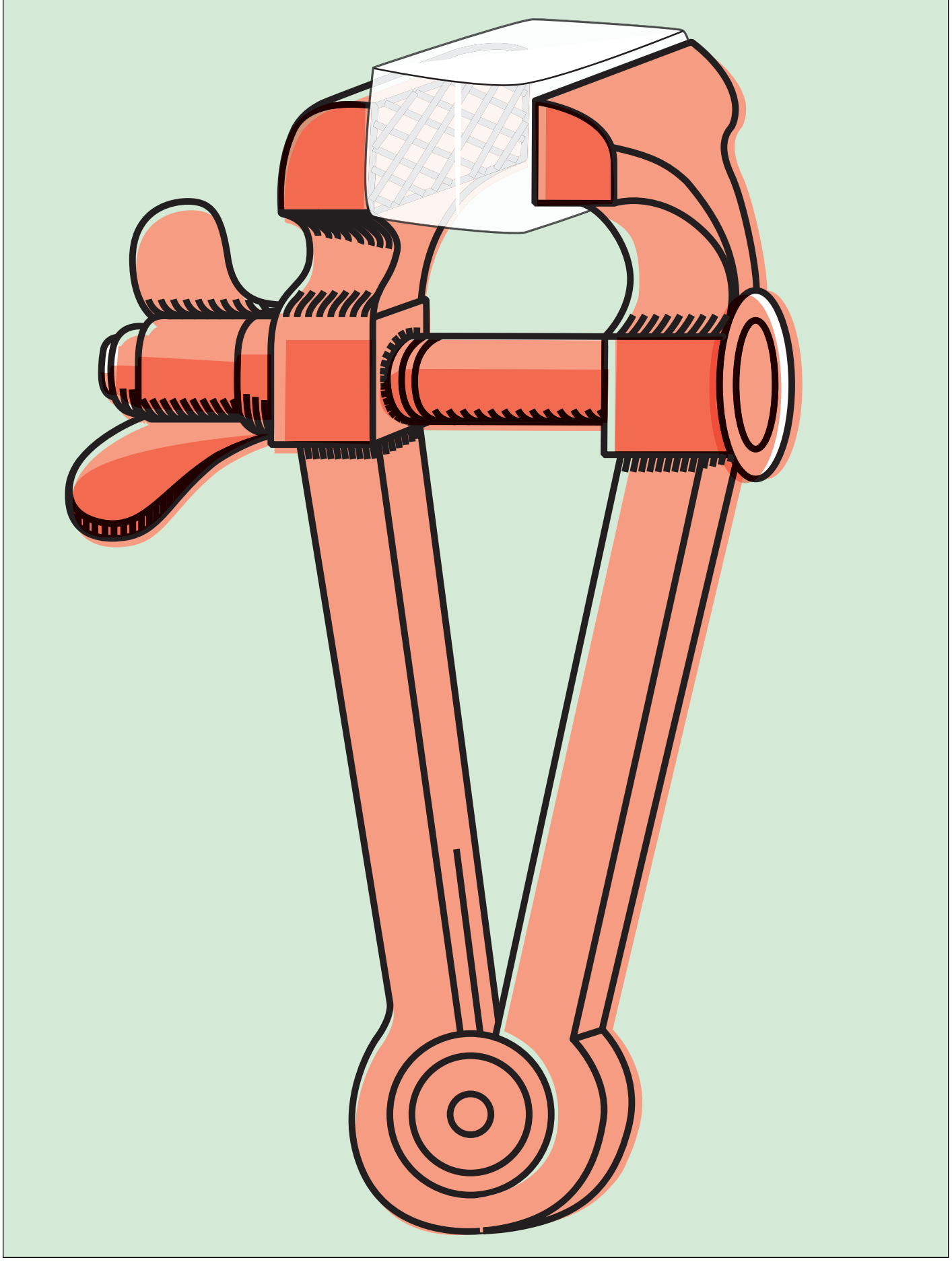
_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 1

Quartier Libre

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

# L'éducation EN UN DÉBAT ÉTROIT

**Dossier Élections** à lire en pages 3,5, 14 et 15



**CAMPUS**

Débats sur les frais de scolarité :

**D'inattendus lobbys prennent position**

Page 5

**SOCIÉTÉ**

**Mode de scrutin :**
Une réforme qui se laisse attendre

Page 14

**CULTURE**

**Regard sur la culture en région**

Page 19

**Portrait :**
L'ombre de Lino

Page 18

QUARTIER LIBRE - Vol. 14 • numéro 12 - 28 février 2007

www.quartierlibre.ca

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 2



# L'arnaque libérale démystifiée

FAÉCUM
Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

**Les étudiants paient seuls le réinvestissement promis**

Il n'est pas chose évidente de démystifier la proposition libérale de dégel des frais de scolarité. Elle a délibérément été conçue de manière très hermétique afin d'en compliquer l'explication et donc d'en faciliter la promotion sans aller en profondeur.

**La vérité sur le dégel proposé par le PLQ**

[illegible] hausses des frais de scolarité. Bonification ne veut [illegible] pas dire amélioration. [illegible] sur l'arnaque ultime.

Le PLQ ne propose pas d'augmenter les dépenses [illegible] coûtées ni n'a-t-il la volonté de la contribution [illegible] parentale dans le calcul de l'aide versée aux [illegible] d'études universitaires coûtera donc 100$ de plus que la précédente. Après 5 ans, les frais de scolarité auront presque doublé, l'étudiant paiera 1200$ de plus par année qu'aujourd'hui seulement pour le baccalauréat. Et c'est sans compter les frais afférents que le PLQ ne propose pas de réglementer…

Selon cette formule, le gouvernement prendra 280 M $ en 5 ans dans les poches des étudiants.

Pour remplir sa promesse de bonifier le programme de prêts et bourses, le PLQ devra investir au moins 25% de cette somme dans l'Aide financière aux études (AFE), soit plus de 70 millions $ [illegible] frais de scolarité. 210 millions $ [illegible] financer le fameux réinvestissement promis par le PLQ en matière d'éducation postsecondaire, sans qu'un éventuel gouvernement libéral investisse un seul sous noir dans les universités!

étudiants étudiants. Le PLQ ne propose donc aucune amélioration à l'AFE, mais un ajustement comptable aux frais de scolarité.

Le PLQ affirme aussi vouloir investir 1 milliard $ sur 5 ans en éducation postsecondaire : 800 millions serviraient en réalité à couvrir les coûts de système. Ne restent que 200 millions « d'argent neuf » à répartir entre les cégeps et les universités. Cela ne laisse qu'un maigre 120 millions pour les universités… qui souffrent d'un sous-financement de 375 millions par année, ce que reconnaît le gouvernement libéral. Beau paradoxe.

Ainsi le reste de l'argent dépensé sera [illegible]

Le Parti libéral du Québec (PLQ) propose que [illegible] chaque année pendant la période 2007-2012 [illegible] (soit 405 par session pour 15 crédits, 810 [illegible] deux sessions de 15 crédits) ».

À chaque session, l'étudiant paiera 360 $ de [illegible] que la session précédente. Chaque an[illegible]

## étudiants ongue haleine

- 65% des étudiants sur l'AFE ne reçoivent pas de contribution financière de leurs parents, même si le programme le prescrit. 37% des étudiants non bénéficiaires non plus.
- La FAÉCUM demande que les parents ne soient pas tenus de contribuer aux études de leurs enfants sous le seuil des 45 000 $ de revenus par année.

Soulignons que le PQ demeure tout aussi muet sur ces questions.

La FAÉCUM effectuera durant la campagne des représentations et des pressions pour obtenir des clarifications auprès des deux principaux partis sur ces enjeux qui concernent directement les étudiants.

Services aux étudiants 10 ANS
L'AFRIQUE D'ICI
SOIRÉE DE FINANCEMENT POUR LA FÊTE DES BÉNÉVOLES DE L'ACTION HUMANITAIRE ET COMMUNAUTAIRE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
VENEZ DÉCOUVRIR OU REDÉCOUVRIR L'UNIVERSALITÉ DE LA CULTURE AFRICAINE
AU PUB ST-PAUL
124 RUE ST-PAUL EST (MÉTRO CHAMPS DE MARS)
DIMANCHE 4 MARS 2007
AU MENU :
ASSOCIATION DES JEUNES GUINÉENS DE MONTRÉAL (projet culturel de la troupe traditionnelle de la Guinée)
LES ÉTOILES DE DJURDJURA (danse traditionnelle)
MIA BELE KO (percussions)
BUSCAPÉ (capoeira)
DJ MELLOW (world beat)
OUVERTURE DES PORTES À 20 H
COÛT : 7 $
BILLETS EN PRÉVENTE À 5 $ AU PAVILLON 3200, RUE JEAN-BRILLANT, LOCAL B-2350
RENSEIGNEMENTS
ANNE DAGENAIS GUERTIN
514 343-7896
SAE, Communication (02-07) 3 [illegible]

## Besoins des Un travail de

FAÉCUM
Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

La plateforme électorale du Parti libéral du Québec (PLQ) est la plus décevante pour la FAÉCUM car elle propose un dégel nassi[illegible] des frais de scolarité. Cependant, la FAÉCUM tient à souligner quelques-unes des lacunes dans ce[illegible] du Parti Québécois (PQ).

**Frais afférents**

- Aucune mesure pour encadrer et limiter les frais afférents qui explose[illegible] littéralement sur les campus universitaires [illegible] Québec.

**Aide financière aux études (AFE)**

- Pas d'indexation des dépenses admis[illegible]
- Les dépenses admises de l'étudiant s[illegible] l'AFE incluent les frais de subsistance et l[illegible] frais de scolarité.
- Ces dépenses n'ont pas été ajustées [illegible] coût réel de la vie depuis 2001.

- Pas de révision de la contributio[illegible] parentale.

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 3

## À LA UNE

C'est maintenant officiel : les Québécois choisiront leur nouveau gouvernement le 26 mars. *Quartier Libre* en a profité pour parler aux principaux intervenants de la course qui s'amorce. Interviews avec des représentants des deux plus grands partis, articles sur la place de l'éducation dans la campagne et questionnement sur la réforme électorale, *Quartier Libre* s'offre un dossier électoral.

À lire en pages 3, 5, 14 et 15.

ILLUSTRATION DE LA UNE : CLÉMENT DE GAULEJAC

## SOMMAIRE

### CAMPUS

Les lobbys prennent position sur le financement des études ..... p. 5
Les associations étudiantes dans la campagne électorale ..... p. 5
Opinion : L'Université n'est pas Olymel ..... p. 5
Fatigue contagieuse ..... p. 6
Verbatim ..... p. 6
Lune de miel entre les chargés de cours et le rectorat ..... p. 7
L'UdeM est-elle vraiment en ruine ? ..... p. 7
Brèves ..... p. 8
Querelle de sièges à McGill ..... p. 9
Élections à la FAÉCUM : portrait de candidats ..... p. 11

### MONDE

Cambodge : mémoire et réconciliation ..... p. 12-13
INTERVIEWÉS
Camil Bouchard ..... p. 15
Line Beauchamp ..... p. 15

### SOCIÉTÉ

Réforme du mode de scrutin : Le point ..... p. 14
Éthanol : Frénésie autour d'un carburant vert ..... p. 17

### CULTURE

Portrait : Lino le solitaire ..... p. 18
Cinéma documentaire : Chroniques Afghanes ..... p. 18
La culture en région : De retour du festival Regard sur le court-métrage au Saguenay ..... p. 19
Lecture : Ce n'est pas une façon de dire adieu ..... p. 19
Cinéma : Le nombre 23 ..... p. 20

Festival : Under the Snow ..... p. 21
Théâtre La Chapelle : Priez pour nous ..... p. 21
Bande dessinée : Le jardin armé et autres histoires ..... p. 22
Musique : Bloc Party, David Vandervelde, Émilie Proulx, Apostle of Hustle ..... p. 22
La page BD du QL ..... p. 23

Quartier Libre

**DIRECTEUR ET RÉDACTEUR EN CHEF**
Maude L'Archevêque - redac@quartierlibre.ca

**CHEFS DE PUPITRE**
**Campus :** Clément Sabourin
campus@quartierlibre.ca
**Société / Monde :** Marie-Michèle Giguère
societemonde@quartierlibre.ca
**Culture :** Julie Delporte
culture@quartierlibre.ca

**DIRECTION ARTISTIQUE**
Clément de Gaulejac - calculmental@vif.com

**PHOTOGRAPHES**
Marie-Soleil Desautels, Jonathan Desjarlais

**ILLUSTRATEUR**
Clément de Gaulejac - calculmental.org

**BÉDÉISTES**
Coline Niess, Francis D

**JOURNALISTES**
Véronique Alarie, Marie-Ève Blain-Juste, Félix Dufour-Laperrière, Charlotte Horny, Nicholas Lavallée, Catherine Leroux, Lionel Martin, Gaétan Pouliot, Charles Prémont, Hugo Prévost, Jean-François Rioux, Julie Roy, Patricia Roy, Virginie Roy, Sophie Villeneuve, Stéphane Waffo

**CORRECTRICES**
Dominique Charland, Philippine De Tinguy, Julie Leroux,

**INFOGRAPHIE**
Zirval Design • info@zirval.com

**PUBLICITÉ**
Accès-Média (524-1182)
www.accesmedia.com

**COMPTABILITÉ**
Mélanie Bouchard

**IMPRESSION**
Payette & Simms

**DISTRIBUTION**
R.C. Graphiques

**POUR NOUS JOINDRE**
Tél. : (514) 343-7630 • Téléc. : (514) 343-7744
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

*Quartier Libre* est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 7 000 copies.

**Nos bureaux sont situés au :**
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

*Quartier Libre* est membre du Carrefour international de la presse universitaire francophone (CIPUF - www.cipuf.org)

**Dépôt légal :**
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

**PROCHAINE PARUTION**
14 mars 2007

**PROCHAINE TOMBÉE**
7 mars 2007

## ÉDITO

# JE ME SOUVIENS

**Maude L'ARCHEVÊQUE**

C'était il y a deux ans, presque jour pour jour. Nous étions 100 000 dans les rues de Montréal à protester contre les coupures dans l'aide financière aux études faites par le gouvernement provincial. Nous scandions des slogans parfois absurdes. Nous croyions que nous allions changer le monde. Que plus jamais, les étudiants – et, par extension, les jeunes – seraient pris pour une quantité négligeable que l'on peut «barouetter» sans trop de conséquences politiques. Dans les rues, sur Internet, dans les journaux, nous criions : Charest, on va s'en souvenir des 103 millions.

Notamment, le jour des prochaines élections

Mais voilà que ce jour qui semblait si lointain en 2005 point à l'horizon : le jour du souvenir, c'est le 26 mars. Nous souviendrons-nous? Le taux de participation des jeunes aux élections atteint des niveaux abyssaux. Or, il sera inutile d'avoir une pensée pour les 103 millions en écoutant les résultats des élections à la télé si nous n'avons pas voté. Alors, tous ces «Nous nous souviendrons» n'auront été que des paroles vides : les partis politiques en prendront bonne note et, lorsque viendra le temps de sacrifier un groupe de citoyens à l'autel du budget, il sera facile de choisir les jeunes ou les étudiants, puisque ces derniers ne sont même pas des électeurs qu'il faut satisfaire sous peine d'en pâtir aux prochaines élections. Il ne s'agit pas de dire : Souvenez-vous de 2005 et ne votez pas pour le Parti libéral du Québec. Plutôt : Souvenez-vous de 2005 et votez. Point

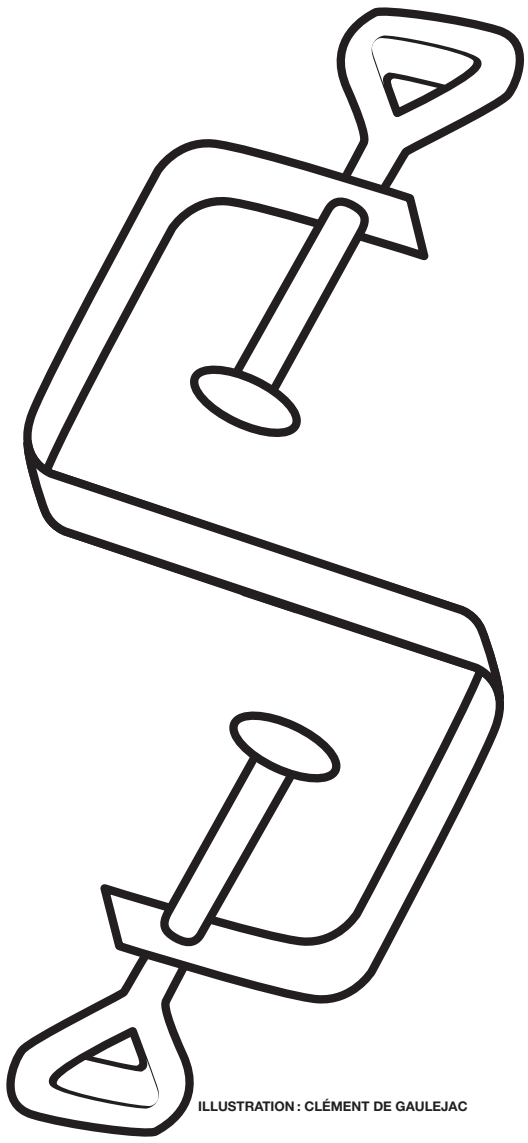


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Le problème avec le mouvement étudiant – et c'est peut-être davantage un problème avec les gens en général, ou les jeunes, ou les Québécois – c'est qu'il n'est que réactif. Impossible de nous mobiliser autour d'une requête, d'une demande, pour aller au-delà du *statu quo*. Impossible de nous mobiliser, à moins qu'on ne nous ait tapé dessus – fort. Au cinquième ou sixième coup, *peut-être* protesterons-nous enfin. Il sera déjà trop tard : on nous demandera de faire des compromis, on nous traitera d'enfants gâtés et on ne reculera que d'un ou deux coups. Ça aura quand même fait mal, ça laissera quand même des blessures profondes dans le système d'éducation québécois. Nous aurons quand même reculé, perdu au niveau de l'accessibilité ou de la qualité des universités.

J'ai vraiment cru à 2005 – aux changements sociaux, aux manifs, aux *sit-in*, aux occupations, aux actions symboliques, aux chansons, aux pièces de théâtre, aux manifestes, aux communiqués de presse, aux sourires de la FEUQ, aux cris de rage de l'ASSÉ. Mais si, après toutes les actions, nous n'avons été capables de n'aller chercher qu'un demi-gain, c'est peut-être que l'action politique «de rue» (un meilleur mot me manque) doit être doublée d'une action politique plus traditionnelle, le jour du scrutin. L'autre ne doit pas remplacer l'une, mais doit plutôt venir la soutenir et lui donner plus de légitimité.

Si nous voulons éviter un dégel des frais de scolarité, si nous voulons un réinvestissement en éducation, si nous voulons plus de profs – oui, il y en a moins qu'avant – plus de chargés de cours, plus d'auxiliaires d'enseignement. Si nous voulons moins de cours listés dans l'annuaire de l'Université sans qu'ils ne soient jamais donnés. Si nous voulons tout cela – et bien moins encore! – c'est maintenant ou jamais. Car, si nous votons, la prochaine fois que la colère nous fera sortir dans les rues, nous serons une foule d'électeurs. Si tu veux la paix, prépare la guerre, dis le proverbe romain. Si tu veux la paix, vote.

### APPEL À TOUS

*Quartier Libre* veut connaître votre avis. Que pensez-vous des élections provinciales et de la campagne qui commence? Quels enjeux devraient occuper l'avant-scène de cette campagne? Voterez-vous aux élections du 26 mars? Si oui, pourquoi? Si non, pourquoi?

Envoyez vos courriers des lecteurs de moins de 300 mots à redac@quartierlibre.ca en indiquant «Courrier des lecteurs» dans l'objet du message et nous nous ferons un plaisir et un honneur de vous publier. Étudiants de l'UdeM, ce journal est votre journal. Faites-vous entendre.

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 4

# Appelle tes candidats.
# C'est gratuit et... très payant!

## *L'université, j'en fais ma priorité!*

***Je ne peux pas assumer une autre hausse des frais de scolarité.***

Tes candidats sont au bout du fil pour répondre à tes questions.

*3200 Jean-Brillant, Café Satellite*
*3200 Jean-Brillant local B-1265*
*Pavillon Roger-Gaudry, local V-114*
*Pavillon Marie-Victorin, Hall d'entrée 90 Vincent d'Indy*

informez impliquez-VOUS à votre association étudiante / FAÉCUM 3200 Jean-Brillant, local B-1265 514.343.5947 / www.faecum.qc.ca

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 5



### Financement de l'éducation

# LE GOÛT DES AUTRES

**Le débat sur les frais de scolarité universitaires est bel et bien lancé. Avec la campagne électorale qui bat son plein, ce ne sont pas exclusivement les partis politiques et les associations étudiantes qui se prononcent sur la question, nombre d'organisations ayant aussi pris position. Survol.**

**Stéphane WAFFO**

Pour Jean Charest, le gel des frais des scolarités est une solution qui *«ne sert ni les étudiants, ni les institutions, ni le Québec»*. Cette vision est partagée par Patrick Leblanc, du Conseil du patronat du Québec (CPQ), qui va même plus loin : *«Il devrait y avoir une libéralisation* [des frais de scolarités] *et pas nécessairement une hausse»*. La préoccupation majeure de l'organisation est d'avoir à la disposition de ses membres une main-d'œuvre qualifiée et compétente, le but ultime étant *«la création de richesse et de mieux-être»*. M. Leblanc croit qu'il faut absolument que l'université soit bien financée et pour cela, *«il faut revoir la part des étudiants»*.

Même son de cloche du côté de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM). Pour cette organisation, l'idée est de mobiliser les trois principaux acteurs concernés : *«réinvestissement»* du gouvernement, dégel des frais pour les étudiants, le tout accompagné d'un *«soutien accru»* de la part de la communauté des affaires.

Participant en 2004 à la Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités, l'Institut économique de Montréal (IEDM) soutenait déjà la nécessité de dégeler les frais de scolarités. Pour Norma Kozhaya, économiste à l'IEDM, la hausse des frais de scolarités et l'accessibilité aux études sont deux choses bien différentes et pas nécessairement liées. *«Il n'y a aucune relation directe entre droits de scolarité et taux de participation aux études universitaires»,* déclarait-elle lors de sa présentation devant la Commission. La solution proposée est d'assortir le dégel des droits de scolarité *«d'une amélioration de l'aide financière»*. La démarche serait de s'assurer que l'étudiant compétent et qualifié *«ne soit pas empêché pour des raisons financières»*.

Tout comme l'IEDM, l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) a publié en janvier 2007 une étude sur la question. Pourtant, pour Phillippe Hurteau, chercheur à l'IRIS, la hausse des frais de scolarité n'est pas une solution viable. Il soutient que *«l'abolition des frais de scolarité est économiquement viable et plus équitable au plan social»*. En prenant l'exemple du modèle des cégeps, il démontre qu'augmentation de l'accessibilité et frais de scolarités très bas sont liés : *«Lorsqu'on réduit les frais de scolarité, cela entraine une augmentation de l'accessibilité»,* ajoutant qu'il ne s'agit que d'une question de volonté politique.

#### FEMMES ET RETRAITÉS UNIS DANS LA GLACE

D'autres groupes et organisations militent contre le dégel des frais de scolarité, chacun dans une optique particulière. Pour la Fédération des femmes du Québec (FFQ), l'accessibilité est une question primordiale. Ainsi, la FFQ tient à rappeler que *«l'accès à l'éducation»* a permis, en partie, *«de faire des avancées majeures en matière d'égalité»*. Sa présidente Michèle Asselin estime que c'est la *«responsabilité des gouvernements provincial et fédéral de financer davantage nos universités»*. Selon elle, *«le fait d'augmenter les frais de scolarité risque d'entraver sérieusement l'accessibilité aux études»*

Du côté de l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic (AQRP), il s'agit avant tout *«d'une question d'équité entre les générations ainsi que du maintien de divers acquis»*. Forte de 21 000 membres provenant des gouvernements du Québec et du Canada, des sociétés d'État et des municipalités du Québec, l'AQRP compte ainsi faire pression auprès du prochain gouvernement afin de maintenir le gel.

C'est une volonté identique qui anime la Fédération québécoise des municipalités (FQM), une organisation qui représente près de 920 municipalités. L'intérêt que porte cette fédération au dossier du financement de l'éducation est simple, rappelle Dany Rousseau, un de ses représentants : *«C'est par rapport aux collèges et cégeps qui contribuent de façon importante aux régions.»* Pour la FQM, il est important *«qu'un prochain gouvernement s'investisse dans l'amélioration de l'accessibilité aux études en région»* car ceci permettrait *«de relever les défis démographiques, sociaux et économiques qui attendent les régions du Québec»*.

En somme, même s'ils divergent sur le mode de règlement, les différents lobbys québécois partagent une même préoccupation : le sous financement chronique des universités doit être rapidement combattu.

### Associations étudiantes et partis politiques

# BLÂMER OU SOUTENIR

**Toutes les associations étudiantes insistent sur leur neutralité pendant la campagne électorale provinciale qui commence. Paradoxalement, ne cache son opposition féroce à la plateforme du Parti libéral du Québec (PLQ).**

**Virginie ROY**

Depuis l'annonce de la plateforme électorale du Parti libéral du Québec (PLQ), les associations étudiantes sont sur le pied de guerre. *«Jean Charest nous déclare la guerre en proposant le dégel des frais de scolarité»*, dénonce Christian Bélair, le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Celui-ci juge d'un mauvais œil les choix politiques du PLQ: *«Il faut investir dans des secteurs qui créent de la richesse comme l'éducation. La santé est un trou sans fond, le gouvernement devrait plutôt mettre l'éducation en priorité»*, explique M. Bélair.

Pour ce qui est de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), le secrétaire aux affaires académiques collégiales de l'organisation, Jaouad Laaroussi, estime que *«la plateforme proposée par Jean Charest est complètement à l'opposé de ce que devrait être l'éducation»*. Pour l'ASSÉ, qui milite depuis sa création en faveur de la gratuité scolaire, les mesures envisagées pour faire changer d'idée le chef du PLQ sont radicales : *«Si Jean Charest est élu et désire appliquer sa promesse de dégel des droits de scolarité, nous nous engageons à déclarer une grève générale illimitée.»* Si ses propos sont davantage nuancés, Jonathan Plamondon, secrétaire général de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM), estime néanmoins que : *«Ce que Charest a fait* [annoncer sur sa plateforme le dégel des frais de scolarité]*, c'est un enjeu qui nous confronte.»* Sans dire qu'il envisage déjà une grève générale – *«Nous n'en sommes pas encore là»* – Jonathan Plamondon laisse entendre que, le cas échéant, une telle piste serait envisageable.

Pour l'ensemble de ces associations, la campagne se jouera entre les Libéraux de Jean Charest et les Péquistes d'André Boisclair. Malgré ses volontés de dégel, l'ADQ de Mario Dumont ne semble guère préoccuper les syndicats. Dès lors, la plateforme électorale du PQ, dévoilée samedi 27 février, demeure le dernier espoir. Ainsi, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) attendait impatiemment le budget du Parti québécois d'André Boisclair. *«Pour nous, c'est la seule option possible»*, confirme son président Étienne Hudon-Gagnon.

De son côté, Jaouad Laaroussi de l'ASSÉ reste catégorique lorsqu'on lui demande vers quel parti le cœur de son association balance : *«Nous voulons rester neutres et indépendants des partis lors de la campagne électorale. Nous continuerons notre lutte, mais resterons simples observateurs.»* Jonathan Plamondon insiste également sur la neutralité de la FAÉCUM durant la campagne électorale, tout en ajoutant que la FAÉCUM souhaite *«faire comprendre à la population que ce M. Charest propose en matière d'éducation n'a aucun sens»*. Ainsi, la FAÉCUM suit Jean Charest dans tous ses déplacements en région pendant la campagne électorale. Elle prévoit également d'être présente dans certains comtés indécis afin d'expliquer à la population les revendications des étudiants qu'elle représente. L'attitude de la FAÉCUM serait identique sur le campus, explique M. Plamondon : *«Quand un parti fait fausse route avant les élections, les étudiants sont en droit de le savoir, ainsi, peut-être que le Parti libéral décidera de se rétracter.»* Ensuite, conclut le secrétaire général de la Fédération, les étudiants seront à même d'anticiper *«les conséquences de leur vote»*.

### Opinion

## L'UNIVERSITÉ N'EST PAS OLYMEL

**Clément SABOURIN**

À écouter les différents partis politiques, les groupes de pression, ainsi que la majorité des associations étudiantes, la question de l'éducation post-secondaire ne s'aborderait qu'en termes monétaires, un peu comme s'il était question d'une industrie en perte de vitesse. Parler des universités québécoises revient (presque) toujours à parler de *«réinvestissement massif»*, de *«réinjection globale»*, de *«moteur de l'économie québécoise»*, de *«futurs employés bien formés»*, et bien sûr, des incontournables poncifs *«gel»* versus *«dégel»*.

La lecture attentive des plateformes électorales confirme cette impression : aucun parti politique ne s'interroge sur la vocation de l'éducation. Au mieux parle-t-on de mobilité sociale. L'Université semble être considérée comme une simple antichambre du monde du travail, un centre d'apprentissage public qui permettrait aux entreprises de faire l'économie de la formation de leurs futurs employés comme c'est le cas avec le campus Ubisoft ou le programme de gestion télévisuelle et cinématographique HEC-TVA.

À l'origine, l'éducation devait aider l'individu à s'affranchir intellectuellement, à sortir de son état d'ignorance : éducation vient du latin *ex ducere*, conduire hors de. D'enfant, l'individu devenait un citoyen éclairé, et donc critique.

Désormais, l'objectif semble tout autre, l'éducation ne constituant qu'un outil de plus pour soutenir la croissance économique. Il ne s'agit pas de blâmer la création d'emplois qu'assure une bonne éducation, mais plutôt de regretter qu'indépendance économique et indépendance d'esprit aient été dissociés.

Dans le livre blanc d'UdeM 2010, le vice-recteur Frémont explique que *«la recherche est socialement valorisée quand ses répercussions sont concrétisées par une exploitation productive en partenariat»*. On imagine déjà les professeurs de philosophie ou d'histoire réfléchir aux entreprises qui seraient intéressées par leurs sujets de thèses et de mémoires.

Lors de la présentation dudit livre blanc en Assemblée universitaire, les professeurs présents ont fait part de leurs inquiétudes, notamment à propos de l'absence de politiques de publications. C'est sûr qu'imprimer des livres qui ne seront achetés que par une poignée de spécialistes ne répond guère aux exigences de productivité désormais à l'œuvre dans les universités. C'est dommage. D'autant plus que les décideurs politiques semblent ignorer ces questions, trop préoccupés à débattre du cours de la bourse universitaire.

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 6

CAMPUS

## VERBATIM

**À propos de son appel en faveur du dégel des frais de scolarité :**

***«Je ne me suis exprimé qu'en tant que simple citoyen.»***

Réponse de Luc Vinet, recteur de l'Université de Montréal, à l'Assemblée universitaire qui lui rappelait que seule cette assemblée pouvait se prononcer sur de telles orientations. En somme, M. Vinet a rencontré trois autres citoyens, qui, par mégarde, occupent également des fonctions de recteur, et ces quatre individus lambdas ont alors décidé de confier leurs opinions à la presse, qui, c'est bien connu, est toujours à l'affut des réflexions des *«simples citoyens»*. On comprend mieux maintenant. **(C.S.)**

maintenant
se faire carter
est une bonne affaire

La carte SPC^MC vous donne droit à des rabais†† exclusifs chez des centaines de détaillants partout au pays.

Passez nous voir ou appelez-nous
1 800 HRBLOCK

H&R BLOCK®

†Les résultats individuels varient. ††Offres valables du 1er août 2006 au 31 juillet 2007. *Pour être admissible, tout étudiant doit présenter soit (i) le formulaire T2202a attestant la fréquentation d'un établissement collégial ou universitaire à temps plein pendant 4 mois ou plus en 2006, ou (ii) une carte d'identité d'école secondaire valide. Cette offre prend fin le 31 juillet 2007. Offre valable aux bureaux H&R Block participants du Canada seulement. Valable seulement chez tous les marchands participants au Canada. Pour détenteur de carte seulement. Les offres peuvent varier et être sujettes à certaines restrictions. L'utilisation de la carte peut être limitée, lorsque jumelée à toute autre offre ou à tout autre programme de carte-rabais fidélité de tout marchand. La carte ne peut pas être utilisée lors d'achat de carte(s)-cadeau(x) ou de certificat(s).


**En attendant le printemps**

# LA GRANDE FATIGUE

**Impossible de les manquer sur le campus ces jours-ci. Café en main, traits tirés et teint blafard, les étudiants épuisés se multiplient à vue d'oeil. La fatigue hivernale est un phénomène récurrent. Dissection d'un mal à combattre.**

**Julie ROY**

Marie-Christiane Hellot, professeure de linguistique à l'Université de Montréal (UdeM), témoigne de l'énergie ambiante : *«Ça fait 15 ans que j'enseigne ici. À toutes les années, en février et au début mars, je constate une perte de tonus. Les étudiants sont moins attentifs, moins motivés. Il y a aussi plus d'absentéisme.»* Dans plusieurs cas, la fatigue physique s'accompagne d'une fatigue morale. Une forme de déprime passagère dont les effets sont bien sentis. Stéphanie Zimmer, du Centre de consultation psychologique de l'UdeM, atteste que les demandes de consultation augmentent de façon significative en cette période de l'année : *«C'est la mi-session et les étudiants sont surchargés. L'hiver est aussi plus difficile à vivre. La plupart des gens a tendance à rester chez soi, à s'isoler davantage, ce qui alimente le sentiment de lassitude.»* La psychologue attribue également une part de responsabilité à la luminosité. *«Certaines personnes sont très affectées par le manque de lumière. Leur cycle biologique est déboussolé.»*

### UN MAL SYMPTOMATIQUE

Lors d'un rapide vox-pop réalisé sur le campus, certains étudiants se sont confiés à *Quartier libre*. *«C'est plus difficile de fonctionner. De se lever le matin et de sortir pour aller aux cours»*, explique Jean-Philippe Cloutier, étudiant en physique. *«J'ai besoin de toute mon énergie pour me rendre au métro. J'ai juste envie de rester au chaud chez moi»*, raconte Amélie Coutu du baccalauréat en études cinématographiques et littérature comparée. Quant à Lucie Pfister, une Française venue étudier le journalisme à l'UdeM, elle vit plutôt mal son premier hiver québécois : *«Je dors tout le temps et je suis toujours aussi fatiguée»*. Ces propos ne surprennent pas Mme Zimmer, qui explique : *«Le corps est surmené et réclame un répit qui souvent ne lui est pas accordé. Ajoutés au stress et à l'anxiété qui accompagnent les périodes de surmenage, plusieurs symptômes de la déprime peuvent apparaître chez les étudiants»*.

Perte d'énergie, d'appétit et de motivation; difficultés relatives au sommeil; besoin de compenser sa faiblesse par un apport excessif en caféine ou en sucre; tendance à chasser le stress par une consommation accrue de cigarettes, d'alcool ou de substances illicites; sont autant de manifestations de la déprime. *«L'humeur est aussi affectée. Les étudiants sont souvent plus irritables, moins tolérants»*, précise la psychologue. La fatigue engendre une perte de productivité qui peut causer un sentiment de frustration. *«L'étudiant peut avoir tendance à se comparer aux autres et à être très critique vis-à-vis de lui-même»*, souligne Mme Zimmer.

### NÉCESAIRES DISTRACTIONS

Elle rappelle toutefois qu'il est facile de retrouver l'énergie qui fait défaut. Première étape : reconnaître son état et ne pas le minimiser. Puis, pour rétablir l'équilibre rompu, il faut se donner les moyens de sortir de la léthargie. *«Il est souvent opportun de revoir les priorités et de remettre les choses dans une perspective réaliste. L'étudiant doit aussi s'accorder du repos et le droit de faire des activités qui lui procure du plaisir»*, dit Stéphanie Zimmer. Aller voir un bon film, faire du sport ou se retrouver entre amis sont des activités essentielles à la santé mentale, conclut la psychologue.

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 7



### Négociation de la convention collective des chargés de cours

# ENTENTE ÉQUILIBRÉE

**Des effectifs de cours raisonnables, une augmentation des salaires et un accès à des locaux privés, telles étaient les revendications des chargés de cours auprès de la direction de l'Université de Montréal. La nouvelle convention collective semble répondre à ces attentes.**

**Charlotte HORNY**

L'assemblée générale du Syndicat des Chargés et Chargées de Cours de l'Université de Montréal (SCCCUM) a donné son aval, le dimanche 18 février, à l'entente de principe conclue entre le syndicat et la direction de l'UdeM. Après cinq mois de palabres, une nouvelle convention collective a été élaborée. Dès l'automne 2008, le salaire des chargés de cours sera identique à celui de leurs homologues de l'UQÀM. Les chargés de cours de l'UdeM ne touchent aujourd'hui que 6 441 $ par cours, alors que les salaires à l'UQÀM s'élèvent à 7 368 $. Pour le SCCCUM, se pose le problème de reconnaissance de statut auprès de l'UdeM. Depuis la réforme des programmes sociaux du gouvernement fédéral, en 1994, les effectifs de professeurs ont baissé partout au Québec. La conséquence de cette mesure a été une hausse des embauches de chargés de cours. Ils sont actuellement 2426 à l'Université de Montréal et assurent plus de 50 % des cours de premier cycle, hors médecine. L'objectif syndical était clair : la reconnaissance passait par une rémunération juste. La direction a accepté une bonification des salaires, qui augmenteront de 16,5 % en deux ans et demi. *«En plus de l'augmentation salariale de base, l'Université a trouvé juste de pallier à la différence de salaire avec l'UQÀM»*, précise Hélène Richard, Directrice générale du service aux étudiants et porte-parole de l'équipe patronale durant les négociations.

#### LA FIN DES GROUPES COURS SURCHARGÉS ?

La seconde revendication du syndicat soulignait le manque de locaux, de rangement et de services d'archivage. Frédérique Gardye, agente aux relations de travail au SCCCUM, raconte que des chargés de cours en clinique demandent des locaux où rencontrer leurs étudiants en charge de dossiers confidentiels sans y parvenir. La direction de l'Université a donc prévu un budget de 250 000 $ afin de couvrir les frais d'aménagement de locaux et d'acquisition de matériel. Ce budget sera réparti d'ici mai 2009 (fin de la convention collective) selon les recommandations d'un comité paritaire qui évaluera les situations les plus critiques.

La nouvelle convention collective pose le droit des chargés de cours à l'aide d'auxiliaires d'enseignement, comme c'est le cas pour les professeurs. Un autre problème majeur compromettrait la qualité de l'enseignement : la surcharge de travail due à la taille des groupes cours. Lors de l'assemblée, plusieurs chargés de cours se sont plaints d'avoir des classes surchargées, ne pouvant alors assurer ni suivi ni encadrement personnels. L'idée d'une norme limitant le volume des cours, souhaitée par certains, ne s'est pas concrétisée. Charles Overy explique la complexité d'une telle revendication : *«Il existe une trop grande diversité. L'effectif optimal pour un cours varie selon les départements et les cycles.»* Toutefois, l'idée d'une base institutionnelle ne s'est pas dissipée. Le vice-recteur Frémont a annoncé la formation, dès l'automne 2007, d'un comité sur la qualité de l'enseignement à l'UdeM. Le SCCCUM aimerait que des étudiants, des professeurs et des membres du personnel administratif y soient intégrés. Hélène Richard explique : *«La taille des groupes cours est un gros sujet. Cela nécessite une étude approfondie. Ce ne sont pas des décisions que l'on prend rapidement».*

**Les chargés de cours de l'UdeM ne touchent aujourd'hui que 6 441 $ par cours, alors que les salaires à l'UQÀM s'élèvent à 7 368 $.**

### Vétusté des bâtiments

# L'UdeM NOUS TOMBE SUR LA TÊTE

**Le campus de l'Université de Montréal serait-il en ruine? C'est du moins ce qu'a laissé entendre le recteur Luc Vinet lors de son passage en Commission parlementaire de l'éducation le 6 février dernier. Malgré la discorde sur le financement des universités, la majorité des acteurs du campus s'entend sur une chose avec la direction : l'Université est dans une piètre condition. État de la situation.**

**Gaétan POULIOT**

«*Si vous avez de meilleurs professeurs* [...], *mais que le plafond coule puis que vous voulez prendre des notes* [et qu'] *il y a toujours des flaques d'eau, ça ne marchera pas*», a affirmé le recteur Luc Vinet, pour illustrer le piètre état de l'UdeM lors de la Commission de l'éducation. *«Les barres d'électricité, dans les salles de cours, on est obligé de les enjamber parce que le filage n'est pas adéquat puis les "fuses" sautent rendues au bout du corridor. Les gens ont des "laptops". C'est ça, la réalité de nos universités»*, a ajouté le vice-recteur aux affaires académiques, Jacques Frémont, devant les parlementaires à Québec.

Au-delà de ces exemples colorés, plusieurs acteurs importants de la communauté universitaire donnent raison à la direction. *«Nous en sommes arrivés à un point critique*, estime Sylvain Dubé, coordonnateur aux affaires universitaires de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM). *Le problème, c'est que ça fait dix ans que l'on diffère la réfection des bâtiments. Un redressement majeur est nécessaire.»*

*«Les professeurs se plaignent de l'état des bâtiments»*, avoue pour sa part Louis Dumont, président du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM). *«Il y a eu des efforts faits dans le passé, mais cela n'est pas suffisant»* affirme-t-il, se basant sur des enquêtes menées auprès des professeurs tous les trois ans. Entre autres, la qualité de l'air dans plusieurs pavillons serait problématique. *«Dans le pavillon Roger-Gaudry, il y a des laboratoires humides* [dans des locaux] *qui ne se prêtent pas à ça»*, ajoute-t-il. Sylvain Dubé de la FAÉCUM signale même que *«certains laboratoires de chimie ne respectent pas les normes de santé et sécurité au travail»*.

Selon M. Dumont, les professeurs s'accommodent de la situation, mais il signale que dans ces conditions, *«la formation donnée aux étudiants n'est pas optimale»*. Cette situation est également déplorée par Sylvain Dubé.

#### 28 MILLIONS DE $ PAR AN POUR L'ENTRETIEN

*«C'est un problème qui touche toutes les infrastructures du Québec, que ce soit les routes, les hôpitaux ou les universités»*, relativise le directeur général de la Direction des immeubles de l'UdeM, Robert Couvrette. Il estime que la mise à niveau des infrastructures du campus coûterait 220 millions de dollars, tant le retard accumulé est important. M. Couvrette explique qu'il y a deux types de réfections nécessaires : *«Une causée par l'usage des bâtiments et une de type technologique.»* Concernant ce dernier point, il faut notamment adapter les bâtiments aux nouveaux besoins informatiques et installer de nouveaux gicleurs pour répondre aux nouvelles normes du code du bâtiment. Il y a même un problème de toilettes, affirme-t-il, expliquant que cette situation est due à la plus grande fréquentation des universités par les femmes. Il faut maintenant adapter les lieux à la présence croissante de ces dernières.

En ce qui a trait à l'entretien régulier des bâtiments, *«l'Université investit environ 28 millions de dollars annuellement*, calcule-t-il. *Il faudrait toutefois dépenser le double pour l'entretenir adéquatement».*

Si les différents acteurs de la communauté universitaire s'entendent sur le piètre état de l'UdeM, la provenance des fonds pour remédier au sous financement de l'Université fait débat. *«On ne peut pas attendre la philanthropie,* clame avec vigueur M. Dubé, s'opposant également à l'augmentation des frais de scolarité. *La prochaine campagne de collecte de fonds de l'Université est prévue pour 2010.»* Selon lui, c'est au gouvernement du Québec de réinvestir massivement. Pour aller chercher ces sommes, il espère que le rectorat s'acharnera autant sur ce dossier que sur le projet du nouveau campus d'Outremont.

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 8



# Brèves

## La FAÉCUM BLÂMÉE pour son FRANÇAIS.

Alors que le recteur Vinet était entendu par la commission parlementaire sur l'éducation, le Bureau exécutif (BE) de la FAÉCUM a émis un communiqué de presse comportant une vingtaine de fautes. Un travail *«digne d'un élève de secondaire 1»*, commentait le représentant d'une association étudiante, lors du Conseil central (CC) du 14 février. La sanction ne s'est pas faite attendre : les membres du CC, qui dénonçaient depuis six mois la médiocrité des communications du BE, ont voté une motion de blâme à l'encontre de l'équipe de Jonathan Plamondon. Pour le secrétaire général, *«une telle motion engendre des démissions, dont la mienne»*. Une suspension de séance plus tard, et face au désarroi de M.Plamondon, l'assemblée lui a renouvelé sa confiance par un vote unanime. Soulagé, il a alors promis de *«remédier à la question dès les prochains conseils centrals (sic)»*. **(C.S.)**

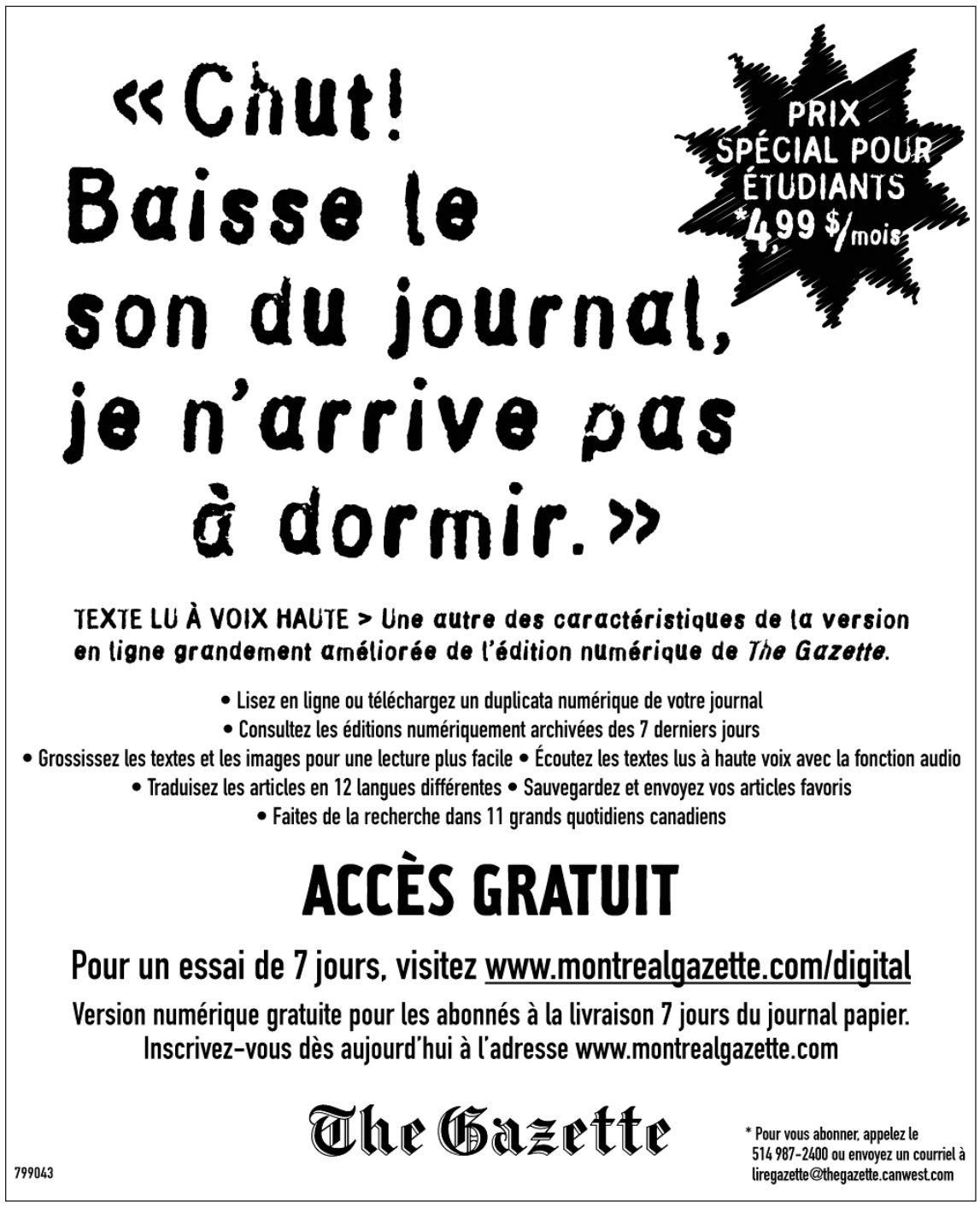
## La radio de L'UQÀM en «VOIX D'EXTINCTION»?

CHOQ.FM pourrait être privée de 90 % de ses revenus dès février 2008, ce qui viendrait sérieusement mettre en péril cette radio étudiante fondée en 2001. Depuis le 16 février, les négociations sur l'avenir du financement de CHOQ.FM, qui se tiennent entre les représentants étudiants et leurs vis-à-vis institutionnels, sont rompues. Les représentants étudiants souhaiteraient la tenue de référendums facultaires sur le versement, ou non, des Cotisations automatiques non obligatoires (CANO), qui s'élèvent pour le moment à 2,25 $ par étudiant et par session, ce que refuse la direction de l'UQÀM, privilégiant un référendum pan-uqamien. Cette situation inquiète le directeur général de CHOQ.FM, Philippe Santerre : *«Que se passe-t-il si une ou deux facultés se retirent des CANO? Est-ce qu'il faut cesser de leur offrir des émissions spécifiques?»* Pour le moment, aucune nouvelle rencontre entre les deux parties n'est prévue.

*Source : Montréal Campus*

## Le 1420 Mont Royal DIFFICILE À VENDRE?

La Direction des immeubles de l'UdeM a décidé de confier, par le biais d'un appel d'offres, la vente de l'ancien couvent à un agent immobilier, ceci afin d'élargir *«le bassin d'acheteurs potentiels à l'étranger et donc de trouver les meilleurs offres d'achats»* explique Louis Mathieu, Directeur des grands projets. Le rectorat souhaite engranger le maximum de bénéfices par la vente de ce pavillon, acquis pour 15 millions de dollars en 2003, quitte à ce qu'il devienne un bâtiment commercial ou résidentiel. Commentaire d'une responsable du zonage à Outremont : *«La vocation éducative du 1420 Mont Royal sera difficile à changer; son zonage est protégé par la classification de l'arrondissement et par le Ministère du patrimoine, car il fait partie intégrante de l'arrondissement historique du Mont-Royal.»* Ainsi, toute modification de zonage nécessiterait un référendum à Outremont. **(C.S.)**



_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 9



McGill devant les tribunaux?

# FRONDE ÉTUDIANTE À L'ENCONTRE DE LA DIRECTION DU CONSEIL DES GOUVERNEURS

**Depuis près de deux ans, l'Association des étudiants de McGill (AÉUM) conteste le fait que son président ait été évincé du Conseil des gouverneurs, la plus importante instance décisionnelle de l'Université. À bout de moyens, l'AÉUM entend poursuivre la direction de McGill en justice dès le mois prochain, si les deux parties ne réussissent pas à s'entendre.**

**Sophie VILLENEUVE**

Le président de l'AÉUM est décidé à employer les grands moyens. *«C'est sûr que c'est McGill et que des étudiants qui poursuivent leur université, c'est gros. Mais arrivés à un certain point, nous devons réagir.»* Conscient de l'ampleur du défi qui l'attend, Aaron Donny-Clark estime avoir la loi de son côté : *«Nous n'allons pas laisser notre administration nous dire qu'elle est au-dessus de ce qu'a écrit l'Assemblée nationale.»*

En effet, l'association étudiante s'appuie sur le droit des étudiants à décider de leurs représentants, comme le stipule la loi du Québec sur l'accréditation et le financement des associations d'étudiants. Ce texte de loi est clair: une association étudiante a le droit de désigner, seule, son représentant pour n'importe quel comité ou regroupement.

ILLUSTRATIONS : CLÉMENT DE GAULEJAC

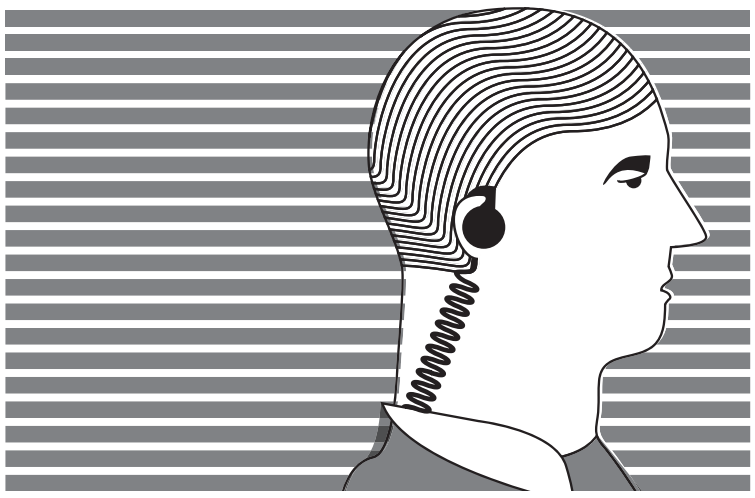
Pourtant, lorsqu'en 2005 le nombre de membres du Conseil des gouverneurs est passé 60 à 25, la direction de McGill n'a pas permis à l'AÉUM de choisir son représentant. *«Lorsque le Conseil des gouverneurs a diminué le nombre de membres, il a enlevé le siège du président de l'AÉUM»,* déplore monsieur Donny-Clark. Alors que, depuis la fin des années 1960, l'AÉUM a toujours eu deux sièges, un pour le représentant étudiant inscrit à temps plein (ce dernier possédait le droit de vote) et un occupé par le président de l'association étudiante (sans droit de vote), désormais c'est uniquement un étudiant à temps plein qui y siège. Ceci, contre l'avis même de l'AÉUM : *«Durant tout le processus de négociation, nous n'avons pas arrêté de dire que si l'on n'avait qu'un siège, on voulait que ce soit le président qui l'occupe»*, explique le président de l'association étudiante.

La justification avancée par le Conseil des gouverneurs est simple : en vertu des lois de l'Université, l'étudiant de premier cycle membre du Conseil doit être inscrit à des cours menant à l'obtention d'au moins 18 crédits. *«Cette exigence a été formulée depuis longtemps afin de refléter la valeur accordée par les membres du Conseil à l'engagement universitaire et le droit de ce dernier à déterminer les exigences que doivent remplir ses membres»*, explique Johanne Pelletier, secrétaire-générale du Conseil des gouverneurs.

Selon Aaron Donny-Clark, il est impossible pour le président de l'AÉUM d'étudier à temps plein en raison de la charge de travail que lui demande son poste. Néanmoins, il juge indispensable que ce soit le président de l'association étudiante qui siège au Conseil des gouverneurs. *«Pour comprendre ce qui se discute sur ce conseil, il est nécessaire d'avoir une profonde connaissance de l'Université et, en tant que président, j'ai cette connaissance. Je siège sur tous les comités et je suis comme le PDG de l'AÉUM: je comprends les questions de ressources humaines, de budget et ce que c'est que de jongler avec des millions de dollars»* dit M. Donny-Clark.

Toutefois, le président de l'association étudiante se dit tout à fait enclin à ce que, en plus de sa présence, un étudiant à temps plein siège également au conseil. *«Si c'est seulement le représentant des étudiants qui siège quelques fois par année au conseil, pour la durée d'une seule année, il sera le seul du conseil à ne pas comprendre ce qui est débattu»*, renchérit Monsieur Donny-Clark.

Celui-ci se dit confiant quant à la suite des événements : *«Si l'on gagne, cela va envoyer un message très clair.»* Si l'AÉUM devait remporter cette bataille juridique, son président estime que cela créerait une jurisprudence pour l'ensemble des associations étudiantes du Québec.



Le moment d'aller devant les tribunaux n'est pas encore venu pour autant : *«Pour l'instant, nous ne sommes pas à l'étape d'entamer les actions légales, mais j'ai le mandat de préparer le dossier et d'aller de l'avant, si c'est nécessaire»*, conclut M. Donny-Clark. Du côté du Conseil des gouverneurs, la secrétaire-générale Johanne Pelletier dit ne souhaiter émettre aucun commentaire quant à la poursuite judiciaire, aucune procédure légale n'ayant encore été entamée par l'AÉUM.


Université d'Ottawa
École de gestion

LIÉE au / LINKED with LEADERSHIP

**Découvrez les nouveaux horizons de la recherche en gestion**

**Vous êtes brillant. Vous êtes ambitieux. Vous êtes prêt à relever de nouveaux défis.**

Dans le cadre de la **maîtrise ès sciences en systèmes de santé**, vous apprendrez à appliquer des méthodologies novatrices de recherche vous permettant d'analyser et d'explorer les champs fondamentaux des systèmes de soins de santé.

Notre programme de **maîtrise ès sciences en gestion**, axé sur l'étude de l'entrepreneuriat et la gestion de l'innovation, vise à munir les étudiants des compétences nécessaires pour s'engager dans de rigoureuses recherches théoriques, appliquées et stratégiques.

Voyez ce que l'avenir vous réserve. Consultez maintenant le **msc.gestion.uOttawa.ca** ou composez le **613-562-5884** pour réserver votre place à la prochaine séance d'information.

uOttawa
École de gestion
School of Management

**Le 8 mars 2007 (en anglais)**
**Le 15 mars 2007 (en français)**
17 h 30, pavillon Vanier, salle 131
136, rue Jean-Jacques-Lussier, Ottawa (Ontario)

*Sous réserve de l'approbation de COES et du Sénat de l'Université d'Ottawa*

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 10

# Votre domaine professionnel vous passionne?

# Enseignez-le!

## AU COLLÉGIAL

- Diplôme en **huit mois** avec stages en enseignement dans votre discipline.
- Pour les titulaires d'un baccalauréat disciplinaire.

La formation est donnée à l'Université Laval les mercredis et jeudis et les stages peuvent être réalisés dans votre région les autres jours.

## AU SECONDAIRE : mathématiques ou sciences*

- Baccalauréat en **deux ans** au lieu de quatre (sans avoir à suivre de cours l'été).
- Pour les titulaires d'un baccalauréat en mathématiques, biologie, biochimie, chimie, microbiologie ou physique (et d'un DEC en sciences de la nature).

La formation est donnée à l'Université Laval et comprend trois stages (le dernier peut être réalisé dans votre région).

**Autres critères d'admission :**

- Moyenne cumulative de 2,67 au baccalauréat ou l'équivalent.
- Réussite d'un test de français.
- Admission jusqu'à l'atteinte des contingentements.

**Début des cours le mardi 4 septembre 2007.**

** Il y a une pénurie d'enseignants dans ces disciplines.*

**Information :**
**(418) 656-2131, poste 5953**
**ens@fse.ulaval.ca**

www.ulaval.ca

UNIVERSITÉ LAVAL

Faculté des sciences de l'éducation

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 11



# ÉLECTIONS à la FAÉCUM

**Alors que le Québec vit au rythme de la campagne électorale provinciale, une seconde élection vient s'y ajouter pour les étudiants de l'Université de Montréal. La FAÉCUM renouvellera en effet son Bureau exécutif le 25 mars lors de son congrès annuel. D'ici-là, *Quartier Libre* se propose de dresser le portrait des candidats et des enjeux associés à chaque poste. Cette semaine: le poste de secrétaire général et le poste de coordonnateur aux affaires externes.**

Catherine **LEROUX**

## Secrétaire général • Le poste • Le secrétaire général est le chef d'orchestre de la Fédération, supervisant tous les dossiers, et faisant le pont entre les divers officiers du Bureau exécutif. Il est le porte-parole de la FAÉCUM et il en préside le conseil d'administration.

### La candidate
### Julie Bouchard

**Parcours:** Jusqu'à présent seule aspirante au poste de secrétaire général, Julie Bouchard occupait cette année le poste de coordonnatrice aux affaires externes. Durant son mandat, elle a, entre autres, participé aux réflexions sur le dossier du transport étudiant auprès des autorités municipales et a formulé les revendications de la Fédération en vue des élections provinciales. Auparavant, Mme Bouchard a occupé le poste de vice-présidente externe à l'Association des étudiants en économie. Son passé à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) l'a également formée à la politique étudiante. En effet, lors de la grève étudiante de 2005, Mme Bouchard était présidente de la FECQ. «*Cette expérience m'a appris à mener une revendication, de son ébauche jusqu'à sa négociation devant le gouvernement. Elle m'a aussi fait prendre conscience de l'importance de rallier la majorité*», relate-t-elle.

Présentement aux études à temps partiel en économie, Mme Bouchard se dirigera l'an prochain vers un baccalauréat en droit, domaine dans lequel elle souhaite faire carrière. «*La politique partisane ne m'intéresse pas*», dit-elle.

**Programme:** Pour Julie Bouchard, la priorité de la FAÉCUM reste et restera «*d'intervenir sur le plan académique*». À ce titre, les dossiers importants seront l'évaluation formative des professeurs en cours de session, qui viendrait s'ajouter à la traditionnelle évaluation de fin de session, et la question du financement des étudiants-chercheurs. Mais les enjeux plus vastes restent au cœur de ses préoccupations. Entre autres, elle souhaite voir le gouvernement provincial élaborer une loi-cadre sur les frais afférents : «*Il n'y a présentement pas de contrôle sur les frais afférents. Il faut établir des limites, et c'est le gouvernement provincial qui peut faire ça.*» La question d'un possible dégel des frais de scolarité, et la réforme du système des prêts et bourses sont également des questions centrales pour Mme Bouchard, qui souligne l'importance des prochaines élections dans le dénouement de ces dossiers.

**Pourquoi elle?** Julie Bouchard se dit convaincue de la pertinence du mouvement étudiant, et de sa capacité à y contribuer. Se voit-elle en continuité ou en rupture avec ses éventuels prédécesseurs au poste de secrétaire général? «*Ni l'un ni l'autre. Ma façon de travailler est différente de celle des autres secrétaires généraux. Mais l'organisation a beaucoup d'influence sur le secrétaire général et je vais rester fidèle à ses orientations*» affirme-t-elle.

## Coordonnateur aux affaires externes • Le poste • Le coordonnateur aux affaires externes fait le lien entre la FAÉCUM et les diverses instances gouvernementales, de même que toute organisation pertinente (autres associations étudiantes, tables de concertation). Il représente la FAÉCUM auprès de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

### Candidat :
### Louis-Philippe Vien

**«LA CHOSE PUBLIQUE M'INTÉRESSE»**

**Parcours :** Affecté cette année au poste de coordonnateur aux affaires académiques de premier cycle, Louis-Philippe Vien se dit satisfait de son mandat. Au cours de ce dernier, il s'est impliqué dans la mise en place du Règlement pédagogique cadre qui remplacera la multitude de règlements propre à chaque département. «*Je suis content d'avoir participé à cet exercice. Ça va avoir des incidences réelles sur le quotidien des étudiants, ça va leur simplifier la vie.*» M. Vien a également monté des dossiers sur le renouvellement du corps professoral et sur les ententes DEC-Bac entre les cégeps et les universités. Au cours de son DEC en histoire et civilisations, M. Vien s'est impliqué comme responsable aux affaires externes de l'association étudiante du Cégep du Vieux-Montréal. Il a également été actif au sein de l'association des études allemandes en 2005-2006, d'abord comme responsable aux affaires externes, puis comme président. Maintenant étudiant à temps partiel en philosophie, M. Vien dit ne pas encore avoir d'objectifs professionnels précis. «*Je n'ai que vingt ans, j'ai encore le temps d'y penser. Une chose est certaine: la chose publique m'intéresse et je continuerai à œuvrer dans ce domaine d'une manière ou d'une autre.*»

**Programme :** Le mot d'ordre de la plate-forme électorale de Louis-Philippe Vien est le développement. Sans cesser de lutter au niveau provincial aux côtés de la FEUQ, il se propose d'étendre la représentation de la FAÉCUM aux paliers fédéral et municipal. Il souhaite créer des liens plus forts avec les associations étudiantes canadiennes, qui pourraient être utiles dans des dossiers tels que celui des transferts fédéraux en éducation. Au niveau municipal, la question du transport apparaît cruciale à M. Vien. «*Il faudra continuer à faire pression sur la Ville cette année pour faire aboutir le projet de piste cyclable et les négociations sur le tarif étudiant à la STM.*» Au niveau provincial, les périodes pré et post électorales seront déterminantes selon M. Vien, surtout en ce qui a trait au dégel des frais de scolarité, à l'aide financière aux études et au réinvestissement en éducation. Bref, pour Louis-Philippe Vien, la qualité et l'accessibilité du système universitaire seront servies par des liens plus nombreux entre la Fédération et les différentes instances gouvernementales.

**Pourquoi lui ?** M. Vien se dit fort d'une année d'expérience au sein de l'exécutif qui lui a permis de connaître à fond les dossiers qui l'occuperaient en tant que coordonnateur à l'externe. «*J'ai déjà une année d'expérience derrière moi, je connais les hauts et les bas de la FAÉCUM, je connais les difficultés qui m'attendent et je sais que je suis capable de les affronter.*»

### Candidat :
### Jocelyn Caron

**«JE SERAI LE CHIEN DE GARDE ENRAGÉ DES COMMUNICATIONS DE LA FAÉCUM»**

**Parcours :** Étudiant à l'Université de Montréal depuis 2003, Jocelyn Caron a occupé l'an dernier le poste de secrétaire de l'Association étudiante des cycles supérieurs de science politique pour en devenir cette année le vice-président. Il siège au conseil central depuis la grève étudiante de 2005 et au conseil d'administration de la FAÉCUM depuis l'automne 2006, travaillant sur divers dossiers dont celui du fonds de développement. Au cégep, il s'est rodé à la politique étudiante en assumant la présidence de l'Association étudiante du Collège Édouard-Montpetit. Il a également occupé très brièvement – deux semaines – le poste de vice-président de la FECQ durant l'été 2002. Sa maîtrise en science politique porte sur les processus de prise de décision en matière de politiques publiques. Bien que la politique l'intéresse, Jocelyn Caron se voit plus devenir analyste au sein d'un ministère que politicien.

**Programme :** Le programme que propose Jocelyn Caron est vaste, touchant autant à la représentation externe de la FAÉCUM qu'à son fonctionnement interne. Élu, il se pencherait sur la question du transport étudiant et sur celle des frais afférents. Il souligne aussi la nécessité de trouver «*des palliatifs*» à la fin de l'entente des Bourses du millénaire. M. Caron mentionne également la question du gel des frais de scolarité, qui dépendra de l'issue des prochaines élections provinciales, rappelle-t-il. Quant aux élections fédérales, il suggère que la FAÉCUM s'unisse à la société civile québécoise pour faire entendre ses revendications concernant les transferts en éducation. Mais Jocelyn Caron va plus loin en examinant les structures internes de la Fédération. «*La FAÉCUM devrait toujours remettre en question ses façons de faire afin de s'assurer qu'elle représente les étudiants le mieux possible*», croit-il. Son premier cheval de bataille : redresser la qualité du français dans les communications de la FAÉCUM. «*On ne peut pas s'attendre à ce que nos revendications soient prises au sérieux si leur véhicule est bourré de fautes!*», lance-t-il. Il compte également faire en sorte que les délégués au conseil central reçoivent les documents à l'avance afin qu'ils aient le temps de les lire, ce qui n'est pas le cas présentement, puisque les textes à discuter ou à approuver leur sont remis lors des séances même. Il souhaiterait en outre que les délégués soient mieux informés du travail de l'externe de manière à ce qu'ils puissent y participer davantage. M. Caron se dit cependant conscient du cadre dans lequel il travaillerait: «*Un officier reste soumis aux orientations du congrès de la FAÉCUM; je veux proposer des nouvelles pistes, mais je resterai un exécutant.*»

**Pourquoi lui ?** Jocelyn Caron se présente comme représentatif de la population étudiante dont il fait partie depuis maintenant quatre ans. «*Je connais bien l'Université, comme étudiant autant que par mon travail auprès des associations étudiantes. J'observe l'exécutif de la FAÉCUM de l'extérieur depuis longtemps, je suis prêt à m'y plonger et à l'améliorer.*»

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 12



## Le passé Khmers rouges encore présent au Cambodge

# DES TEMPLES ET DES CRÂNES

**Phnom Penh. La chaleur est étouffante, le passage des motocyclettes soulève la poussière. Un touriste s'arrête dans un café. *«Some beers, please... Merci!»*. *«Vous parlez français?»*, l'interroge un Cambodgien. La conversation s'installe et les canettes d'Angkor, la bière locale, s'empilent. Puis, la curiosité est trop forte : *«Et le génocide, vous en parlez parfois?»* L'ami cambodgien sourit : *«Non, les Khmers rouges, ils sont derrière nous. Maintenant, on regarde l'avenir»*. Vraiment ?**

**Charles PRÉMONT**

Depuis 1990, le Cambodge panse ses plaies. Si depuis 1994, les Khmers rouges sont considérés comme hors-la-loi sur le territoire cambodgien, l'économie, elle, peine à reprendre. Les mines présentes dans certaines régions rurales empêchent la reprise de l'agriculture. La pauvreté est endémique, mais l'ancien royaume d'Angkor a trouvé une solution: le tourisme.

En 2006, 1,7 millions de touristes ont voyagé au Cambodge. Une augmentation de 20% par rapport à 2005, 45% de plus qu'il y a deux ans. *«Je voulais aller au Cambodge puisque j'étais déjà en Thaïlande et je voulais voir une destination que je croyais plus authentique»*, raconte David Fine, de Los Angeles. L'industrie touristique est, avec le textile, le plus important apport de devises étrangères au pays. Selon l'Agence France Presse (AFP), ce n'est pas moins de 1,4 milliards de dollars américains que les touristes ont apportés au pays en 2006, alors que le PIB total de l'État se situe autour de 6 milliards de dollars américains. Depuis 1998, 100 000 emplois ont été créés grâce à cette industrie. Des occupations payantes: celui qui œuvre auprès des touristes peut espérer un salaire de 50$ américains par mois alors que le revenu moyen oscille à un peu plus de 300$ américains par an.

Les promoteurs du tourisme au Cambodge font face à un problème: le manque de diversité du pays. Si la moitié des touristes visitent les temples d'Angkor Wat, un important site de l'archéologique mondiale, il y a peu à faire en dehors de cette visite. Selon l'AFP, la plupart des touristes ne font que passer voir les temples pour prendre quelques photos. Le Mekong Private Sector Development Facility (le bureau pour le développement du secteur privé du Mekong) presse d'ailleurs les gouvernants de trouver des solutions, affirmant qu'aussi profitable qu'il le soit, le tourisme demeure un commerce volatil.

Certains travailleurs du secteur ont déjà trouvé une solution: au fil des ans, les accès aux sites de torture, comme la prison S-21, ou de mise à mort, tels les *Killing Fields* (champs d'exécutions) sont des sentiers empruntés par nombre d'étrangers. Même les caches des Khmers rouges, comme le site de Bokor, situé au sommet d'une montagne dans la jungle, ont leurs visites guidées. L'Associated Press (AP) révélait que le gouvernement cambodgien annonçait la préservation d'une quarantaine de sites utilisés jadis par les Khmers rouges. Parmi ceux-ci, le village d'Anlong Veng, où le déminage vient d'être terminé, dernier bastion des Khmers rouges et de Ta Mok, «le boucher», leader du groupe après l'arrestation de Pol Pot en juin 1997. On construit présentement un hôtel tout près de la tombe de ce dernier.

*«Je voulais comprendre et voir ce qui était arrivé pendant le régime de Pol Pot. Je voulais entendre les histoires des Cambodgiens, particulièrement parce que nombre d'entre eux continuent de souffrir du régime en place. Une femme m'a même dit qu'il ne fallait jamais oublier ce qui était arrivé au Cambodge!»*, confie Jolijn, originaire des Pays-Bas. Si certains Cambodgiens tiennent à raconter les événements aux étrangers, la présence touristique sur les sites mortuaires n'est pas toujours la bienvenue. L'AP rapporte que l'ancien roi, Nodorom Sihanouk, a décrié cette situation, n'appréciant pas que les ossements des victimes du régime communiste soient exposés *«pour le plaisir des touristes»*. M. Youk Chaang, survivant des *Killing Fields* et directeur du centre de documentation du Cambodge, précise qu'il serait dommage que ces sites deviennent des Disneylands.

Le tourisme «noir» n'est pas nouveau. Dans son édition Bluelist 2007, le guide touristique Lonely Planet y consacre un chapitre entier. Le terme, développé en 1996 par les professeurs John Lennon et Malcolm Foley, décrit cette tendance à visiter les endroits funèbres. Un tourisme qui peut s'avérer pervers, mais qui présente aussi des effets bénéfiques, selon les auteurs, puisqu'il permet de se remémorer les atrocités dont les hommes sont capables.

### Quelques repères

**1975 :** les Khmers rouges prennent la capitale.

**1976 :** Pol Pot devient premier ministre du Cambodge. D'inspiration maoïste, son régime vide les villes du pays pour faire revenir les Cambodgiens à la terre.

**1979 :** les troupes vietnamiennes délogent le gouvernement de Pol Pot. Une invasion qui ne fera pas taire les canons du groupe communiste: dix ans de guérilla ponctueront la présence vietnamienne jusqu'à leur retrait en 1989.

**1993 :** le roi Nodorom Sihanouk reprend le pouvoir.

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 13



# UN SURSIS POUR LES BOURREAUX

**Les préparatifs du procès annoncé il y a dix ans s'éternisent. S'agit-il de mauvaise foi de la part des autorités cambodgiennes ou simplement de prudence?**

**Catherine LEROUX**

Les contretemps se multiplient dans la préparation du procès des Khmers rouges, attendu depuis 1997. Les autorités cambodgiennes faisaient état, en décembre dernier, de difficultés dans l'établissement du règlement interne du tribunal. Cette annonce soulève des questions quant à la bonne volonté du gouvernement et sa capacité de faire justice à un peuple qui a vu disparaître près de 20% de sa population entre 1975 et 1979.

L'organisme Human Rights Watch évoquait récemment la possibilité d'une interférence politique provenant de l'intérieur de l'administration cambodgienne, suggérant que la lenteur du processus soit due à la mauvaise volonté du gouvernement. Le professeur Dominique Caouette, du département de science politique de l'Université de Montréal, ne rejette pas cette hypothèse. *«C'est possible que les élites politiques, qui gouvernent actuellement de façon oligarchique, aient peur de voir le fragile équilibre qui les maintient au pouvoir s'effriter. Le procès forcerait l'établissement d'un régime de droit au Cambodge. Les Khmers voudront peut-être demander des comptes quant à la corruption du gouvernement»,* explique M. Caouette. La présence d'anciens subalternes du régime des Khmers Rouges dans la bureaucratie cambodgienne pourrait également entrer en ligne de compte, ajoute-t-il : si ceux-ci craignent d'être pointés du doigt, il est possible qu'ils prennent des moyens pour ralentir le processus.

Mais pour Frank Chalk, professeur au département d'histoire de l'Université Concordia et membre du groupe Cambodian Genocide Reconciliation Project, les délais dans la préparation du procès peuvent être interprétés positivement. *«Ce sont des points très délicats qui sont négociés en ce moment. On doit concilier le droit criminel interne du Cambodge avec les standards du droit international, ce qui n'est pas aisé, car ce qui est considéré comme un crime contre l'humanité n'est pas toujours criminalisé au Cambodge»,* explique-t-il. Dans cette optique, il est normal qu'on prenne le temps qu'il faut pour adapter le cadre juridique, d'autant plus que cet exercice nécessite pour le Cambodge certains sacrifices de sa souveraineté qui ne vont pas de soi. L'adaptation se fait bien, croit M. Chalk : *«On a déjà changé le système pour assurer l'indépendance politique des juges cambodgiens, ce qui constitue une grande avancée.»* Il reste cependant du chemin à faire, estime-t-il, notamment en ce qui concerne la protection des témoins, qui risquent selon lui les représailles des familles des accusés.

Il ne faut toutefois pas craindre un report *ad vitam aeternam* du procès des Khmers rouges. Pour M. Chalk comme pour M. Caouette, l'implication de la communauté internationale empêchera le Cambodge de faire marche arrière. M. Chalk estime que les procédures devraient se mettre en branle dès juin 2007, alors que le juriste Marcel Lemonde, impliqué dans la mise en place du tribunal, déclarait la semaine dernière que les audiences ne débuteraient pas avant 2008.

# JUGER POUR SE SOUVENIR

**Trente ans après l'un des génocides les plus dévastateurs de l'histoire, le Cambodge s'apprête à en juger les responsables. L'entreprise peut sembler vaine, ces derniers étant pour la plupart morts ou d'un âge canonique. Cependant, pour plusieurs observateurs, ce procès aura un effet cathartique sur la société khmère et pourrait instaurer enfin un climat d'imputabilité dans un pays qui reste parmi les plus corrompus au monde.**

**Catherine LEROUX**

*«Je n'ai jamais senti autant de souffrance chez un peuple qu'au Cambodge»*, affirme Lyne Caron, qui a passé près de quatre ans à Phnom Penh comme représentante-pays pour le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI). Suicides, violence familiale, criminalité de rue, prostitution, sida: les symptômes d'un malaise social sont nombreux et patents. La police, qui fonctionne souvent par pots-de-vin et par intimidation, n'est pas d'un grand secours face à ces crises, ajoute Mme Caron.

## SILENCE CHARGÉ

Pour elle, ces problèmes sociaux sont en grande partie liés au traumatisme du génocide, que les Khmers n'ont pas encore assimilé dans leur mémoire collective. *«On dirait qu'ils ne veulent pas y penser, ils ne sont pas rendus à se poser des questions sur cette époque. Ils fêtent et profitent du fait qu'ils mangent à leur faim. Ils n'ont pas envie de se replonger dans le passé»*, affirme-t-elle. Frank Chalk, professeur d'histoire à l'Université Concordia, remarque que ce silence affecte tout particulièrement la jeune génération, née après 1979. *«Leurs parents et grands-parents ont gardé sous silence la plupart des événements qui ont marqué leur vie, ce qui fait que les jeunes vivent dans un climat de douleur et de violence sans le comprendre»*, explique-t-il. Selon lui, plusieurs Cambodgiens ne comprennent toujours pas comment les Khmers rouges sont arrivés au pouvoir et pourquoi ils ont fait ce qu'ils ont fait. *«Même les manuels d'histoire, jusqu'à très récemment, faisaient à peine mention du règne de Pol Pot»*, souligne-t-il.

L'approche du procès des Khmers rouges risque de lever ces tabous, croit Cynthia Milton. Professeure au département d'histoire de l'Université de Montréal et membre du groupe Legacies of Authoritarianism, elle s'intéresse depuis plusieurs années aux questions de réconciliation dans les pays touchés par la violence politique. *«La réconciliation complète ne sera jamais possible, parce que le consensus parfait n'existe dans aucune société»,* déclare-t-elle d'emblée. Ainsi, on ne peut s'attendre à ce que tous les coupables soient punis en proportion du mal qu'ils ont fait, ni à ce que des réparations satisfaisantes soient accordées aux victimes qui, de toute manière, ne retrouveront jamais leur situation d'avant le génocide.

Le tribunal a donc davantage une valeur symbolique, et une utilité historique. *«Souvent, ces procès permettent d'établir avec plus de précision la vérité sur ce qui s'est passé. En fait, dans certains pays, on préfère la vérité à la punition, comme en Afrique du Sud, où on a choisi d'amnistier les bourreaux en échange de l'aveu complet de leurs actes. Ce qui importe, c'est de créer un espace pour reconnaître ce qui s'est passé et pour en parler»*, explique Mme Milton. Si on se fie à l'exemple des pays qui en ont fait l'expérience, un procès comme celui qui se prépare au Cambodge a généralement un effet cathartique sur la société : on se souvient, on raconte, on essaie de comprendre… *«Souvent, c'est également l'occasion pour certains groupes marginalisés par la période de violence (les victimes de viols, les orphelins) de prendre la parole»,* ajoute Dominique Caouette, professeur de science politique à l'Université de Montréal.

PHOTO : CHARLES PRÉMONT

**En quatre ans, le régime des Khmers rouges a exécuté environ 1,7 millions de personnes.**

## RESPONSABILISATION ET DÉMOCRATISATION

Au-delà de l'ouverture d'un dialogue, le procès des Khmers rouges aura également une valeur d'exemple, croit M. Chalk. *«Il est important de créer un précédent dans des cas comme celui-là, afin de montrer que la société ne permet pas ce genre de choses, que de telles atrocités ne seront plus jamais tolérées»*, affirme-t-il. Mme Caron et M. Caouette s'entendent pour dire qu'un procès instaurera probablement au Cambodge un climat d'imputabilité qui manquait. *«Qui sait? Ce sera peut-être le début d'une démocratisation de l'espace public»*, évoque M. Caouette. Mme Caron, pour sa part, prévoit : *«Ça va être difficile pour les Khmers de se replonger dans le passé, mais on peut espérer que le procès va enfin mettre un terme au cycle de la violence.»*

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 14



### Réforme du mode de scrutin au Québec

# LA PROPORTIONNELLE SE FAIT ATTENDRE

**On en parle depuis plus de vingt ans. Pourtant, la réforme du mode de scrutin demeure un projet lointain.**

**Julie ROY**

«*Le dossier est au point mort*», explique André Blais, professeur de science politique de l'Université de Montréal: «*On attend en juin le rapport du Directeur général des élections sur la faisabilité de la réforme à partir des propositions recueillies lors de la Commission spéciale sur la Loi électorale*». En 2006, une commission spéciale a procédé à une vaste enquête pour sonder l'opinion publique sur l'avant-projet de loi libéral pour la réforme. Près de 2000 citoyens se sont exprimés. «*La commission a conclu qu'il y avait un consensus pour l'implantation d'un mode de scrutin proportionnel mixte, mais aussi que l'avant-projet de loi était inadéquat et qu'il devait subir d'importantes modifications*», explique Mercédez Roberge, présidente du Mouvement pour une démocratie nouvelle (MDN).

Les représentants des tiers partis, qui sont particulièrement désavantagés par le mode de scrutin actuel, sont très critiques à l'égard du gouvernement Charest quant à la conduite du projet de réforme. «*On nous avait promis des avancées significatives et la possibilité d'un nouveau mode de scrutin pour l'élection à venir. Les libéraux ont traîné les pieds et ont manqué l'échéance*», estime Scott McKay, le chef du Parti vert du Québec. De son côté, la porte-parole de Québec solidaire, Françoise David, est plus virulente: «*C'est lamentable. Il faut dire que l'opposition officielle n'a rien fait pour aider. Le PQ n'a pas cessé de mettre des bâtons dans les roues pour empêcher la progression du dossier*», souligne-t-elle.

Parallèlement au mandat confié au Directeur général des élections en décembre dernier, le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques, Benoît Pelletier, a créé un comité parlementaire pour étudier l'aménagement du nouveau mode de scrutin. Le député adéquiste Marcel Picard siège sur ce comité. Selon lui, le groupe de travail a été formé trop tard. «*On s'est rencontré une fois, il y a deux semaines, pour se dire qu'on ne pouvait rien faire avant les élections*», dit-il.

## DÉSINTÉRÊT PÉQUISTE ?

C'est pourtant le Parti québécois qui, en 1983, avait d'abord voulu débarrasser le Québec du mode de scrutin majoritaire, qualifié de «*démocratiquement infect*» par son chef de l'époque, René Lévesque. Aujourd'hui, l'intérêt péquiste a quelque peu diminué, croit Scott McKay: «*Lors de mon intervention devant la commission spéciale, le président, Sylvain Simard, du Parti québécois, lisait son journal. C'est vous dire combien la réforme les intéresse.*» En 1998, le Parti québécois a été porté au pouvoir bien qu'il ait récolté moins de votes à l'échelle provinciale que les libéraux. «*Les péquistes n'iront certainement pas de l'avant avec le projet de réforme. C'est le parti qui bénéficie le plus du système actuel*», rappelle André Blais de l'UdeM.

Nombreux sont les détracteurs du mode de scrutin majoritaire à militer pour la réforme. Mercédes Roberge, présidente du Mouvement pour une démocratie nouvelle, témoigne: «*Ce système de votation engendre de grandes distorsions de la volonté populaire. C'est le mode de scrutin dont tous les États veulent se débarrasser et qu'aucun nouveau pays ne veut adopter.*» Avec ce système électoral, les voix recueillies par les candidats défaits ne sont pas comptabilisées. Le phénomène de «votes perdus» incite l'électeur à user de stratégie. «*Pourquoi voter pour un candidat qui défend nos valeurs politiques, mais qui n'a aucune chance d'être élu?*», illustre Mme Roberge. Le scrutin majoritaire avantage les grands partis et consacre le bipartisme, croit-t-elle: «*Les possibilités que des petits partis accèdent au Parlement sont faibles. Une troisième formation a des chances d'y être représentée, mais ne pourra jamais devenir imposante.*» Lors de la dernière élection, l'ADQ a récolté 18% des votes sur l'ensemble du territoire. Le député Marcel Picard explique qu'avec un mode de scrutin proportionnel, 23 sièges auraient été attribués à son parti à l'Assemblée nationale. «*Je ne suis pas partisane de l'ADQ. Mais ce n'est pas normal, avec un tel pourcentage d'appui, que ce parti n'ait que quatre sièges au Parlement*», soutient Mme David, de Québec solidaire.

## UNE ÉLECTION DÉCISIVE

Si les représentants de l'ADQ, du Parti vert et de Québec solidaire ont tous signifié à *Quartier libre* leur intention de faire pression sur le gouvernement pour accélérer la mise en place de la réforme, la question demeure: à quand un nouveau système électoral au Québec? «*Tout dépendra du résultat des élections. Si nous sommes réélus, on espère pouvoir établir le nouveau mode de scrutin pour 2011-2012*», explique Luc Fortin, attaché politique du ministre Pelletier. Dans l'éventualité d'une réélection, tout dépendra aussi de la façon dont le PLQ est reporté au pouvoir. «*Si les libéraux sont élus majoritairement, je ne vois pas pourquoi ils procéderaient à une réforme dont ils n'ont pas besoin*», estime le politologue André Blais. Quoiqu'il en soit, les représentants des tiers partis restent confiants, mais aussi réalistes quand à l'avenir de la réforme: «*C'est triste à dire, mais on aurait plus de chances de réussir si les libéraux sont réélus. André Boisclair a clairement dit qu'il ne voulait pas de réforme du mode de scrutin avant la souveraineté*», conclut Scott McKay, du Parti vert.

PUB MICRO 2200
P.7 DERNIER NO
À POSITIONNER
MERCI

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:45 PM Page 15



# LE PARI DE L'ÉDUCATION

Le thème de l'éducation s'est rapidement imposé dans la campagne électorale provinciale. *Quartier Libre* propose un tour d'horizon des partis politiques et, plus particulièrement, de leurs positions sur cet enjeu. Cette semaine, le Parti libéral et le Parti québécois.

**Parti québécois**

## CAMIL BOUCHARD

**Le porte-parole de l'opposition officielle en matière d'éducation, Camil Bouchard, connaît un début de campagne fort occupé. Ce défenseur du gel des frais de scolarité estime qu'il importe d'augmenter le taux de diplomation afin, notamment, de contribuer au développement économique et social de la province.**

**Propos recueillis par Marie-Michèle GIGUÈRE**

**Quartier Libre : Le Parti libéral du Québec et le Parti québécois se livrent ces jours-ci une véritable joute de chiffres et de déclarations en ce qui a trait au financement des études post-secondaires. Que propose votre parti ?**

**Camil Bouchard :** Il faut un réinvestissement majeur en éducation. Notre parti propose d'y mettre 1,1 milliards supplémentaires en 5 ans et ce, en plus des frais de système. Pour le poste secondaire, c'est-à-dire le cégep et les universités, c'est 450 millions de réinvestissement, après les frais de système. L'idée, c'est de faire en sorte que le taux de diplômes décernés au baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat augmente. Nous avons besoin de jeunes bien formés, bien outillés, qui pourront contribuer au développement économique du Québec. Pour cela, il faut aussi arriver à soutenir l'ensemble du réseau : on a un magnifique réseau sur l'ensemble du territoire et il faut le développer de manière cohérente.

**Q. L. : Votre parti a pris position en faveur du gel des frais de scolarité. Comment conciliez-vous cette position avec le besoin de financement en éducation post-secondaire?**

**C. B. :** D'abord, il faut situer le gel dans la trajectoire historique de l'accessibilité aux universités. Le gel a été instauré pour encourager les inscriptions et diminuer le retard [de fréquentation des universités] que nous avions a par rapport aux pays de l'OCDE. Deuxièmement, compte tenu de la façon dont le programme de prêts et bourses est organisé, une hausse des frais de scolarité impliquerait une augmentation de l'endettement de plusieurs étudiants. D'autant plus que si l'on veut adopter une attitude pro famille, on ne veut pas que les jeunes parents s'endettent davantage. D'autre part, on sait que beaucoup de jeunes dépendent de leurs parents pour financer leurs études : l'augmentation des frais de scolarité, ça ne touche donc pas seulement les étudiants. Moi, je me soucie surtout de la classe moyenne : les plus pauvres sont relativement protégés par le système de prêts et bourses.

**Q. L. : Au cours des dernières campagnes électorales, plusieurs ont eu l'impression que la question de la souveraineté avait été évacuée du discours du Parti québécois. Ça ne semble pas être le cas cette fois-ci. Pourquoi ?**

**C. B. :** Quatre mots résument bien les grandes préoccupations de notre parti : pays, environnement, économie et éducation. Notre parti souhaite construire un pays, bâtir un pays solidaire et prospère. Bien sûr, la campagne en est teintée.

**Q. L. : Qu'en est-il de la réforme du mode de scrutin? Est-ce encore une préoccupation au Parti québécois ?**

**C. B :** C'est un dossier qui nous habite constamment. Dans notre cas, surtout, quand on pense à un Québec souverain, on en vient à se représenter de manière différente la représentation à l'Assemblée nationale. Avant de s'engager plus loin, il faut toutefois voir à quoi ressemblerait une architecture de la décentralisation.

**Parti libéral du Québec**

## LINE BEAUCHAMP

**Ministre de la Culture et des Communications, Line Beauchamp est actuellement la présidente de la campagne électorale du Parti libéral du Québec. Pour elle, les enjeux – notamment démographiques – auxquels fera bientôt face la province exigent des choix clairs.**

**Propos recueillis par Marie-Michèle GIGUÈRE**

**Quartier Libre : Vous êtes la présidente de la campagne électorale pour le Parti libéral du Québec. En quoi cela consiste-t-il?**

**Line Beauchamp :** Je suis étroitement associée à la stratégie de campagne depuis septembre dernier, où le premier ministre m'a invitée à jouer ce rôle. Cela signifie non seulement que je travaille de très près avec toute l'équipe de députés, de ministres et de candidats, mais aussi que je dois être à l'écoute des commentaires des militants et des candidats. Bref, j'ai un rôle de porte-parole. C'est la première fois que ce rôle est attribué à une femme [au sein du Parti libéral du Québec]. Jean Charest accorde beaucoup d'attention à la place des femmes [en politique]. Au moment où l'on se parle, 44 des candidats sont des femmes, ce qui représente plus du tiers des candidats.

**Q. L : Votre parti affirme que l'éducation constituerait l'une de ses six priorités si un second mandat lui était accordé. Puisque c'est un domaine vaste, qu'est-ce qui devrait d'abord être fait ?**

**L. B. :** La première des choses qui devait être faite, c'est de s'assurer que le milieu de l'éducation a les bons budgets. Sous le gouvernement du Parti québécois, les coûts du système n'étaient même pas couverts. Nous, le signal qu'on envoie, c'est que l'éducation post-secondaire, c'est vraiment un élément clé pour le Québec de demain. Il faut être capable de parler d'innovation, de création. Mais nous voulons aussi apporter une attention particulière à l'enseignement primaire afin que les enfants prennent goût à la réussite dès les premières années d'école.

**Q. L. : En ce qui a trait à la contribution étudiante au financement des universités, la position de votre parti, qui propose d'augmenter les frais de scolarité à l'université à raison de 100 $ par année sur une période de 5 ans, a suscité de nombreuses réactions au sein de plusieurs organisations étudiantes, qui se promettent de manifester leur désaccord.**

**L. B. :** Pour nous, une élection, c'est un temps de débats d'idées à l'échelle du Québec. On respecte tout à fait leurs idées et on croit que ça fait partie du débat. De notre côté, on est très à l'aise de défendre ce point de vue : au moment où l'on se parle, la contribution des étudiants au financement des universités est de 6%. Avec le modèle que nous présentons, leur contribution sera aussi de 6% dans 5 ans, ce qui nous apparaît responsable et raisonnable.

**Q. L. : Selon vous, de quoi devrait-il être question au cours des prochaines semaines?**

**L. B. :** Il faut parler des priorités des Québécois. Notamment un système public de santé – dans lequel le privé peut trouver sa place, mais un système public – qui puisse garantir la qualité des soins. Il faut donner un appui aux jeunes, aux jeunes couples notamment, afin qu'ils se sentent à l'aise de fonder une famille. Le slogan de notre campagne résume bien notre pensée : on croit vraiment qu'il faille s'unir, parce qu'on est appelé à vivre de grands changements, notamment démographiques. En 2012, il y aura moins de personnes sur le marché du travail qu'en dehors du marché du travail. Je plaide donc pour que l'on prenne les bonnes décisions afin d'être prêt en 2012. Il faut notamment créer des richesses. Je suis profondément convaincue qu'il n'est pas pertinent que l'appareil politique soit accaparé par un débat référendaire alors qu'il faut penser au Québec de 2012.

D'autres entretiens à lire dans le prochain numéro

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:46 PM Page 16

Prochaines réunions de production du

**Quartier Libre**

MARK RUFFALO
JAKE GYLLENHAAL
ROBERT DOWNEY JR.

IL Y A PLUS D'UNE FAÇON DE SE FAIRE ENLEVER LA VIE PAR UN TUEUR

LE ZODIAQUE
(Version française de *Zodiac*)

DU RÉALISATEUR DE *SE7EN* ET DE *CHAMBRE FORTE*

PARAMOUNT PICTURES ET WARNER BROS. PICTURES PRÉSENTENT UNE PRODUCTION PHOENIX PICTURES UN FILM DE DAVID FINCHER
JAKE GYLLENHAAL MARK RUFFALO ROBERT DOWNEY JR. ANTHONY EDWARDS "LE ZODIAQUE" VERSION FRANÇAISE DE ZODIAC
BRIAN COX ELIAS KOTEAS DONAL LOGUE JOHN CARROLL LYNCH DERMOT MULRONEY MUSIQUE DAVID SHIRE PRODUCTEURS EXÉCUTIFS LOUIS PHILLIPS
PRODUIT PAR MIKE MEDAVOY ARNOLD W. MESSER BRADLEY J. FISCHER JAMES VANDERBILT CEÁN CHAFFIN
D'APRÈS LE ROMAN DE ROBERT GRAYSMITH SCÉNARIO JAMES VANDERBILT RÉALISÉ PAR DAVID FINCHER

WARNER BROS. PICTURES PHOENIX PICTURES 13 ANS+
SCORE ALBUM ON VARÈSE SARABANDE
SONGS FROM THE MOTION PICTURE ON LAKESHORE RECORDS
Copyright © 2007 by Paramount Pictures. All Rights Reserved.
ZodiacMovie.com

À L'AFFICHE LE 2 MARS



**double pizza®**

**514•343•0•343**

**10% SUR $ 50 ET PLUS** **TOUJOURS 2 POUR 1**

**SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS** **LIVRAISON GRATUITE**

**5002 QUEEN MARY**



# Moins de soleil, plus brillant.

## Étudiez cet été !

**Mai à août 2007**

**UNIVERSITÉ D'ÉTÉ**

**514 343.6090** **1 800 363.8876**

**www.universitedete.umontreal.ca**

Université de Montréal



**UNIVERSITÉ SAINT-PAUL**
**SAINT PAUL UNIVERSITY**

## BACCALAURÉAT EN ÉTUDES DE CONFLITS

Le programme de baccalauréat spécialisé en Études de conflits de l'Université Saint-Paul vise à procurer aux étudiants et aux étudiantes les connaissances servant à analyser les conflits et les outils permettant d'en limiter l'ampleur et d'en favoriser la résolution. Le programme allie les perspectives de diverses sciences humaines et sociales, dont la science politique, le droit, la psychologie, l'éthique, les études religieuses, et il comprend plusieurs cours innovateurs en études de conflit. Le programme comprend aussi un stage de 150 heures (3 crédits) auprès d'une institution reconnue. Il comporte aussi la possibilité de s'engager dans un enseignement coopératif. **Les candidates, candidats à ce programme sont admissibles à des bourses de l'Université Saint-Paul.**

- Le programme est offert en français et en anglais.
- Date limite pour les demandes d'admission : **31 mars 2007**
- Pour informations et admissions

**Université Saint-Paul**
223 Main, Ottawa ON K1S 1C4
613 236-1393 poste 2235
ecs@ustpaul.ca
huguel@ustpaul.ca

http://web.ustpaul.uottawa.ca/fr/fac_prog/sc_humaines/conflits/general.htm
http://web.ustpaul.uottawa.ca/fr/fac_prog/sc_humaines/conflits

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:46 PM Page 17



Ruée vers l'éthanol

# CARBURANT VERT PÂLE

**Maïs, blé, résidus ligneux, huile alimentaire, canne à sucre, huile de palme, paille : les sources potentielles de carburants issus de la nature se multiplient. À l'inverse du pétrole, ces carburants sont renouvelables. Le gouvernement du Québec voudrait généraliser l'ajout de 10% d'éthanol à l'essence classique, mais les experts consultés sont sceptiques quant au réel effet de ce procédé sur l'environnement.**

**Lionel MARTIN**

Les transports causent 35% des émissions de gaz à effet de serre (GES) du Canada. La recherche de carburants moins polluants que le pétrole constitue un pan majeur de la lutte contre les changements climatiques. L'éthanol est un de ces carburants verts. Produit à partir de plantes, il n'augmente pas la quantité de gaz carboniques dans l'atmosphère. La plante absorbe le carbone présent dans l'air et il est rejeté lors de la combustion dans un moteur. À l'inverse, brûler du pétrole émet du carbone qui était stocké dans le sol et augmente donc la quantité absolue de carbone présente dans l'atmosphère. Or, le carbone est un gaz à effet de serre responsable du changement climatique.

*«L'éthanol pur ne peut pas être utilisé dans les moteurs classiques. Par contre, les véhicules construits après 1980 acceptent un mélange de 10% d'éthanol et 90% d'essence classique (E-10)»*, explique Kaled Belkacemi, ingénieur chimiste à l'Université Laval. Pour l'instant, l'E-10 est en vente dans 1 000 stations-services au pays, mais pas au Québec. Une usine est en projet à Varennes depuis quelques années.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

### C'EST QUOI L'ÉTHANOL?

*«Dans le reste du Canada, comme aux États-Unis, l'éthanol est produit à partir de grains de maïs*, poursuit M. Belkacemi. *Des enzymes dégradent les grains qui sont transformés en sucres.»* En les faisant fermenter, on obtient de l'alcool. *«En fait, ce que l'on appelle éthanol est de l'alcool pur à 100%, obtenu par une distillation spéciale qui fait disparaître toute l'eau»*, dit-il.

*«Au Québec, il y a des travaux pour obtenir de l'éthanol à partir de résidus agricoles (paille, cannes de maïs) et de résidus ligneux (sciure de bois, résidus de bois, branchages non exploités)*, continue l'ingénieur. *Ça fonctionne en laboratoire mais les techniques ne sont pas prêtes pour passer au stade industriel»* En fait, toute matière végétale peut être transformée en sucre puis en alcool mais le défi, c'est de le faire au moindre coût. *«Un éthanol produit à partir de blé est sur le point de voir le jour, mais il subsiste quelques difficultés technologiques»*, ajoute-il.

L'éthanol n'est pas le seul biocarburant disponible, précise-t-il. *«L'utilisation d'huile alimentaire usagée ou de graisse animale ne donne pas de l'éthanol mais du biodiesel,* explique M. Belkacemi. *Après purification, on obtient un ester d'huile qui a les mêmes propriétés que le diesel.»* Il peut être ajouté au diesel conventionnel ou utilisé pur. Une usine de biodiesel existe depuis un an et demi à Sainte-Catherine, au sud de Montréal.

### UNE SOLUTION VIABLE?

Des techniques permettent de produire des additifs «verts» – éthanol et biodiesel – qui sont ajoutés aux carburants classiques dérivés du pétrole, mais ont-ils un réel impact sur l'environnement? *«Dans l'état actuel des choses, l'ajout d'éthanol produit très peu d'effet sur la réduction des GES»*, affirme Claude Villeneuve, professeur de biologie à l'UQAC. *S'il est produit à partir de grains de maïs, il ne fait que transférer les émissions du secteur automobile vers celui de l'agriculture!»* La production du maïs étant fortement mécanisée, elle produit des GES qui peuvent annuler l'effet positif de l'ajout d'éthanol dans l'essence. *«L'ajout d'éthanol au carburant conventionnel n'est réellement intéressant que s'il est produit à partir de biomasse résiduelle de cellulose»*, conclut le directeur du programme éco-conseil. L'éthanol cellulosique est fabriqué à partir de déchets agricoles et ligneux, notamment la paille de céréales et la canne de maïs.

Même s'il confirme que les techniques ne sont pas encore au point, l'éthanol produit à partir de matières auparavant considérées comme des déchets aurait un gain plus important pour les GES. Jean-Guy Vaillancourt, sociologue spécialisé en choix énergétique, est tout aussi dubitatif: *«Produire de l'éthanol à partir de maïs enlève des terres pour l'agriculture alors que la terre est rare au Québec.»* Il affirme même que cela coûte aussi cher que de produire de l'essence non renouvelable. *«C'est une essence renouvelable, certes,* poursuit-il, *mais l'effet net sur les GES me paraît faible, car produire le maïs utilise beaucoup d'énergie.»* Selon lui, il faut tenir compte de tous les éléments. *«Le gouvernement veut forcer l'utilisation de E-10 mais tout dépend de la source d'éthanol : je ne suis pas sûr de vouloir encourager ça de façon absolue»*, s'interroge le professeur de l'Université de Montréal. *«Le Brésil suit une voie encourageante avec l'utilisation des résidus de canne à sucre. L'idée de valoriser les déchets ligneux au Québec est bien pensée, le recyclage d'huile aussi, ça fait d'une pierre deux coup; mais le maïs, c'est très complexe!»*, dit-il. Il craint que, malgré son caractère renouvelable, l'éthanol puisse être pire en termes d'émissions de GES que le pétrole.

Même s'il reconnaît qu'écouler les surplus agricoles en les transformant en éthanol – comme le font les Européens avec les betteraves à sucre et le vin – peut être séduisant, il affirme, critiquant les subventions agricoles, que *«l'énergie consommée pour produire ces surplus est un gaspillage qu'il faudrait combattre en priorité!»* La meilleure voie serait donc de réduire notre consommation d'énergie: *«Toute politique énergétique devrait mettre en avant ce principe avant tout autre!»*, conclut-il.

## Un pays pionnier

Le Brésil est le champion des biocarburants. Un million de véhicules sont équipés de bi-moteurs pouvant rouler soit avec un mélange d'essence à 25% d'éthanol soit avec 100% d'éthanol (canne à sucre).

*Source : AFP*

## Définitions

**L'ÉTHANOL**
est un alcool à l'état liquide. L'essence qui contient jusqu'à 10% d'éthanol (E-10) convient à la plupart des véhicules à essence produits après 1980. Certains véhicules sont conçus ou modifiés de façon à être alimentés par une essence composée de 85% d'éthanol. L'E-85 n'est pas commercialisé au Canada mais est utilisé par des organisations qui ont de gros parcs automobiles.

**LE BIODIESEL**
est un carburant fabriqué à partir d'huiles végétales, d'huiles à friture usées, de graisses animales ou de tallöl (un résidu de la fabrication de pâtes et papiers). Tous les véhicules peuvent être alimentés par du diesel qui contient un pourcentage de biodiesel, et de nombreux nouveaux véhicules peuvent être alimentés au biodiesel pur.

*Source : Ressources Naturelles Canada*

## Un exemple d'effet pervers

*«L'expansion de la production d'huile de palme est l'une des causes de la destruction de la forêt tropicale en Asie du Sud-Est»*, affirme Simon Counsell, directeur de la Rainforest Foundation. L'huile de palme est exportée pour fabriquer du biodiesel. *«Cet exemple montre une fois de plus que nous tentons de régler nos problèmes environnementaux en les exportant dans les pays en voie de développement»*, conclut M. Counsell.

*Source : AFP*

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:46 PM Page 18



Portrait de Lino

# L'INVENTION DE LA SOLITUDE

**En novembre dernier, Lino faisait paraître *L'Ombre du doute*, deuxième tome de sa trilogie publiée aux éditions Les 400 coups et entamée en 2004 avec *La Saveur du vide*. Ni romans graphiques, ni albums, ces œuvres se révèlent tout aussi énigmatiques et singulières que leur auteur.**

**Véronique ALARIE**

Après avoir vécu la greffe d'un cœur trouvé sur un banc de parc (*La Saveur du vide*), le héros de Lino se met à la recherche de la sœur de son âme en arpentant une faune urbaine qui se refroidit à vue d'œil. Avec une écriture sensible et un style métaphorique, l'auteur nous fait visiter un monde gris et apocalyptique.

Plongé dans les réflexions d'un peintre en mal de création, le lecteur cherche un sens à la solitude. *«Avec l'éclatement de la famille, le sentiment d'appartenance se fait de plus en plus rare. La ville me semble remplie de solitudes, et c'est ce que je souhaite transposer»*, raconte l'auteur à propos de l'origine du projet.

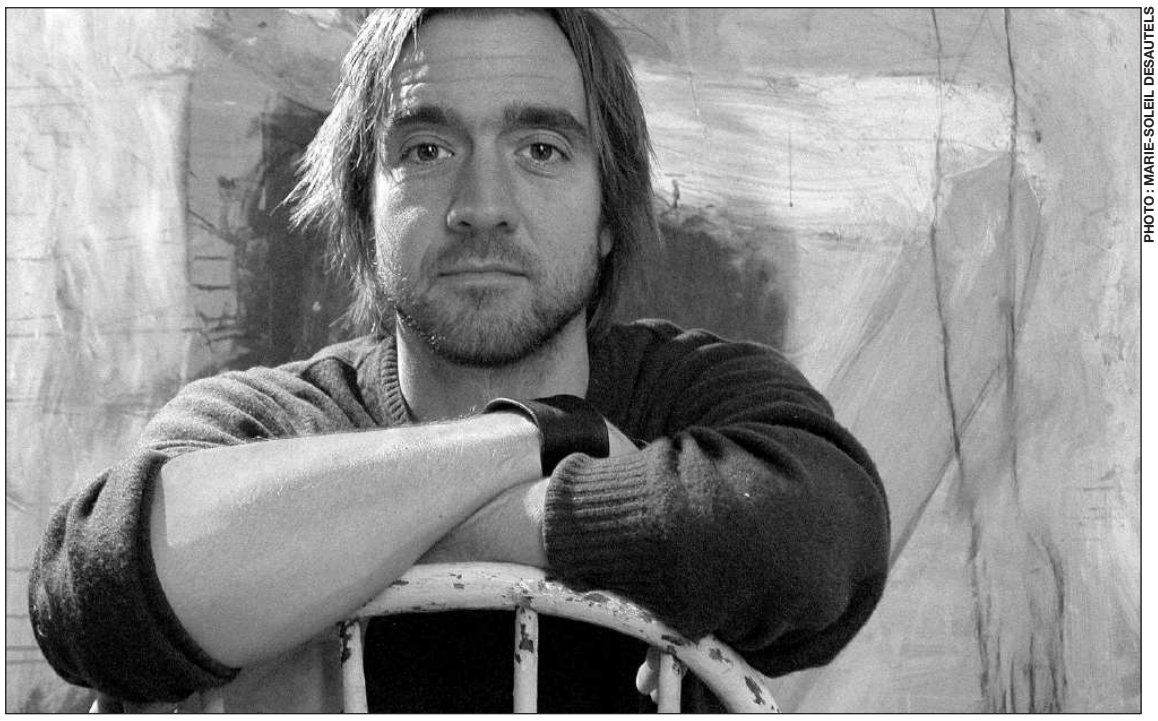


PHOTO : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

**Outre ses livres, Lino dessine nombre d'affiches pour des théâtres montréalais.**

### JETER DE L'OMBRE

Il est difficile de définir le genre littéraire dans lequel s'inscrit la trilogie. L'absence de bulles confirme qu'il ne s'agit pas de bande dessinée et le texte, imagé et polysémique, est trop près de la poésie pour que l'on puisse proprement parler de roman graphique. Karine St-Germain, des éditions Les 400 coups, reconnaît là une particularité importante de l'œuvre de son ami : *«C'est un récit graphique, mais plein de poésie. À mes yeux, il s'agit d'un projet hybride fondamentalement personnel. La brutalité de son trait se marie avec la douceur de sa poésie et la lourdeur de son discours.»*

Clara Cobalt, bédéiste et grande admiratrice de Lino, souligne aussi cet effet : *«Il m'a véritablement renversée. Ses illustrations brutes et ses mots m'ont happée. J'ai eu la chance de découvrir Lino à un moment où je vivais une angoisse parallèle à celle qu'il décrit.»* Les créations de Lino exercent cette fascination sur nombre de lecteurs. L'auteur, d'une voix posée, explique cela par un malaise généralisé*: «On manque de plus en plus de choses vraies. J'essaie d'être le miroir de mon époque et d'offrir aux gens des formes sensibles. D'ailleurs, ceux qui m'entourent savent que je suis moi-même vulnérable et que j'entretiens avec le réel un rapport à la limite de la fragilité.»*

Amateur des BD *Philémon, Corto Maltese* et de celles d'Enki Bilal, le créateur se laisse picturalement inspirer par des artistes comme Jean-Michel Basquiat et Cy Twombly, et littérairement influencer par des Alessandro Baricco et Marguerite Duras. Lorsqu'il ne travaille pas sur ses propres livres, il illustre ceux des autres (*Les Cendres de maman*, de Lolita Séchan et *Koletaille* de Sylvie Pinsonneault), enseigne l'illustration d'actualité à l'Université Laval et à l'UQÀM, fait la scénographie de spectacles de danse ou expose. On peut également admirer un peu partout les affiches qu'il réalise pour le Théâtre de Quat'sous, le Théâtre d'Aujourd'hui et l'Opéra de Montréal. On compte aussi parmi ses clients *The Wall Street Journal, The Chicago Tribune* ou encore *Le Courrier International*.

Actif dans diverses sphères artistiques, il s'abreuve au quotidien de ce qu'il appelle un *«cocktail»* nécessaire à la création : stabilité, expériences à raconter et surtout, solitude. Au moment de mettre sous presse, il était d'ailleurs en retraite de silence pour travailler au troisième volume de sa trilogie.

### LE COURAGE DE LA DÉFAILLANCE

Il persiste et signe, Lino. On lui envie sa sensibilité et sa douceur assumées, son contact unique avec le réel, et son ouverture au monde. Son ami Wajdi Mouawad, qui signe la préface de *La Saveur du vide,* admire pour sa part sa bravoure : *«La première fois que Lino m'a fait voir les 15 premières pages, il y avait dans son texte des fautes d'orthographe nées davantage de l'urgence de l'écriture que de l'inattention (…) Cette œuvre a le courage de sa défaillance.»*

Avec ses défaillances nécessaires, la trilogie de Lino a déjà trouvé une foule de lecteurs avides attendant avec impatience le troisième et dernier tome, qui devrait paraître en 2008. Les fous de l'esthétique «linienne» pourront pour leur part se procurer, sous peu, son livre pour enfants *Je m'appelle Léon, j'ai 5 ans et demi et j'ai toujours peur*. Il leur sera également possible d'admirer ses toiles dès le 17 mai prochain, à la galerie Quartier libre située au 4289, rue Notre-Dame Ouest, à Montréal.

Documentaire

# POUSSIÈRES SUR LA VILLE

**Marie-Michèle GIGUÈRE**

Kamal compte les pièces de monnaie sur la banquette arrière de la voiture avant que celle-ci ne s'arrête à un autre point de vente des magazines de Killid Media. Ici, le commerçant lui en prend six; l'autre, un peu plus loin, seulement trois. Et le distributeur continue son chemin à travers la ville et la poussière, la frénésie urbaine et cette délicate odeur de danger.

*Chroniques afghanes,* présenté ces jours-ci au Cinéma ONF, pose son regard sur le quotidien des résidents de Kaboul, par le biais des occupations de quelques employés de Killid Media, un groupe de presse formé d'une station de radio et de deux magazines. Kamal est des leurs. C'est lui qui parcourt la ville avec les magazines pour les distribuer aux commerçants, et qui connaît les détours pour éviter les points de contrôle qui pourraient lui faire perdre du temps. Marzia, elle, est journaliste. Elle sillonne Kaboul pour faire des entrevues, mais aussi pour convaincre des femmes de lui en accorder, ces dernières étant plutôt réticentes. Ces gens, le photographe et réalisateur Dominic Morissette les a rencontrés lors des nombreux voyages en Afghanistan qu'il a effectués au cours des dernières années. Et il a décidé de les magnifier avec sa caméra.

*Chroniques afghanes* est donc un témoignage éminemment personnel. Pourtant, la narration hésite, cumulant les allers-retours entre une forme plus traditionnelle et un regard qui lui soit singulier. Et c'est ce regard, plus impressionniste que descriptif, qui lui sied le mieux. On aurait d'ailleurs apprécié que la narration adopte pleinement ce point de vue – les intermèdes informatifs s'écartant trop peu de ce que relaient les médias traditionnels. C'est qu'il était périlleux de s'attaquer à un sujet si couvert. Si le cinéaste réussit habilement à mettre un visage sur les citadins de Kaboul, qui vivent dans l'exaltation et la peur, le film peine parfois à s'éloigner de l'image que nous renvoient les reportages journalistiques qui abondent depuis quelques années sur le sujet : ce climat tendu, ce quotidien marqué tant par les obstacles que par les petites réussites, par les craintes et par l'espoir.

**Outre le film, Dominic Morissette présente une exposition photographique, présenté au Cheval Blanc jusqu'au 6 mars.**

Les images de Kaboul, dont la population s'est accrue de manière fulgurante au cours des dernières décennies, elles, se démarquent avec brio. Enfin, on perce cette ville intrigante; enfin, on en palpe l'exaltation : le sable des rues, l'effervescence et les dangers prennent forme sous nos yeux. Bref, si le propos de *Chroniques afghanes* est parfois inégal et aurait mérité un traitement plus original, les images, elles, valent le détour.

Chroniques afghanes, *de Dominic Morissette, au Cinéma ONF, 1564 rue Saint-Denis, du 4 au 8 mars, à 19h. Deux des courts métrages produits par les Afghans seront présentés avant le film.*

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:46 PM Page 19



Retour du festival Regard sur le court-métrage au Saguenay

# APRÈS LE PARC LA CULTURE

**Tout commence par le parc. Par les 150 kilomètres qui séparent Québec de Chicoutimi et que plusieurs Saguenéens n'empruntent plus *«parce qu'on sait jamais... c'est vraiment dangereux»*. Et ils ont probablement raison. Traverser le parc des Laurentides par une nuit de tempête, même pour quelqu'un qui retourne sur le sol qui l'a vu naître, est un acte téméraire que peu de choses arrivent à rendre nécessaire. Pour nous cependant, la onzième édition du festival Regard sur le court métrage au Saguenay fut de celles-ci.**

**Marie-Ève BLAIN-JUSTE**
**Félix DUFOUR-LAPERRIÈRE**
Envoyés spéciaux au Saguenay

En remarquable croissance depuis sa création, cet évènement bien ancré dans le sol régional attire les professionnels de toute la province et présente une sélection relevée de courts métrages nationaux et internationaux. Les salles y sont souvent pleines, les fêtes y sont très fréquentées, les gens se déplacent, discutent, y sourient et soupirent. Il s'y forme un joyeux huis clos, le temps de quelques jours, de plusieurs films et de courtes nuits, selon les mots d'Éric Bachand, directeur artistique du Festival. *«C'est un des avantages d'organiser un tel événement en région. Il y a un milieu qui s'est créé autour du festival»*, souligne-t-il. D'autant plus que les réalisateurs et les producteurs étrangers peuvent profiter d'une sérieuse immersion dans l'hiver québécois. Motoneige, hockey, glissade et projection sur écran de neige inclus.

En plus de la rétrospective des films de Jean-François Rivard, réalisateur de la populaire série télévisée *Les Invincibles*, de la carte blanche donnée au festival suédois d'Uppsala et du film improvisé réalisé cette année par Francis Leclerc (*Mémoires affectives*), la sélection 2007 fut d'une qualité soutenue, malgré quelques films inégaux. Soulignons le succès, d'estime ou public, remporté par les courts métrages des québécois Frédérick Pelletier (*L'air de rien*), Simon Lavoie (*À l'ombre*), Ken Allaire et Martin Girard (*This Year for Christmas*), du Belge Xavier Diskeuve (*Révolution*) et du Français Martin Rit (*La Leçon de guitare*).

PHOTO : JONATHAN DESJARLAIS

**Francis Leclerc a réalisé le film improvisé lors du festival Regard qui se tenait du 8 au 11 février dernier.**

Belle réussite donc, pour l'équipe de Caravane films qui organise l'événement, pour leur directrice générale, Julie Dufresne, et pour les nombreux bénévoles de cette dernière édition. Néanmoins, le succès sans cesse grandissant du festival ne fait pas oublier les difficultés inhérentes à l'organisation d'un tel événement culturel en dehors des limites, rarement franchies pour plusieurs, de la métropole québécoise. Les médias montréalais font preuve de peu d'intérêt, *«il est plus difficile d'avoir une attention extérieure, ou des commandites au niveau national»*, nous signale Éric Bachand. Difficile également de *«conserver l'expertise et les compétences acquises»* par les travailleurs contractuels qui oeuvrent pour le festival et qui se voient régulièrement offrir d'autres postes, souvent en dehors de la région.

### LE TALENT EST LÀ

En somme, dans ce microcosme saguenéen se reflète tout le problème de la présence des arts, des artistes et des circuits de diffusion en dehors de la métropole. Si le *Regard sur le court métrage* tire bien son épingle du jeu, plusieurs autres projets à teneur culturelle oscillent entre carence financière, désintérêt ou désaffection du public local et absence d'infrastructures adéquates. Selon Patrick Bouchard, cinéaste d'animation originaire de Chicoutimi à qui l'on doit, entre autres, les courts métrages *Les Ramoneurs cérébraux* et *Dehors Novembre*, *«le talent est là, mais pas toujours les moyens»*.

Mener à terme plusieurs entreprises artistiques et culturelles demande souvent de l'inventivité et de la débrouillardise de la part des artistes. Mais, nuance Patrick Bouchard, *«ce n'est pas toujours mieux à Montréal, en fait. En région, le rythme de vie est plus lent, les gens prennent davantage le temps de faire les choses et s'impliquent beaucoup dans certains projets. Les milieux sont plus petits, les contacts plus faciles à établir et, parfois, la reconnaissance est plus rapide dans ces cercles restreints»*.

Les différentes régions québécoises aspirent, à juste titre, à affirmer leur spécificité et à s'affranchir du statut d'éternelles périphéries montréalaises. Une partie de la solution réside peut-être dans la tenue d'évènements comme, entre autres, les rencontres cinématographiques, les manifestations d'art contemporain (on pense au Symposium international de Baie Saint-Paul) ou les festivals musicaux, comme le Festival de musique émergente de l'Abitibi-Témiscamingue, une région qui n'a rien à envier au Saguenay. *«Ici, c'est festival après festival»*, dit Martin Legault, professeur de communications et de nouveaux médias à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Les amis de cet ancien Montréalais, qui se dit urbain jusqu'aux ongles, n'y croyaient pas lorsqu'ils ont vu leur comparse faire le chemin inverse pour aller enseigner le cinéma en Abitibi. Pourtant, là aussi, les cinéphiles ont de quoi se réjouir. *«Il y a un réel bouillonnement en matière de production cinématographique*, explique Martin Legault. *Plusieurs jeunes qui avaient quitté pour Montréal reviennent pour redonner à la communauté, ce qui crée toute une effervescence intellectuelle.»*

### RÉGION PRODUCTIVE

Les universités constituent également de véritables plaques tournantes culturelles, permettant une réflexion plus théorique ou plus pointue. Sans compter que la population étudiante constitue généralement un bassin de participants fertile pour ces manifestations cinématographiques, artistiques ou musicales. Mais attention, gare à ceux qui craignent que les universités amenuisent l'esprit créateur en rendant la production locale trop théorique. *«Comparativement à ce que j'ai pu observer à Montréal, ici, les gens produisent beaucoup*, souligne Martin Legault. *Dans la métropole, les gens ont tendance à vouloir avoir des réflexions très poussées, ce qui fait que parfois, ils produisent moins.»*

Plus productifs ou pas, les artistes en région doivent composer avec d'importantes contraintes matérielles qui ne sont pas toujours le lot des artistes des grands centres. En réponse à celles-ci, ainsi qu'aux difficultés de rejoindre un public local et parfois à la carence des réseaux de diffusion, c'est à coup d'inventivité et de persévérance que les créateurs régionaux continuent le dialogue. La vie en région sait ainsi affirmer une partie de ce qui fait sa spécificité et revendiquer, une fois encore, sa nécessaire autonomie envers les grandes villes et leurs modèles d'existence

Lecture

## BROOKLYN NOSTALGIES

**Marie-Michèle GIGUÈRE**

*«C'est drôle, parfois, comme on peut se battre pendant des années pour oublier certaines choses (et réussir), et puis tout d'un coup, à cause d'un détail, d'une goutte de pluie dans les lunettes, tout vous revient, comme ça, des années d'efforts pour rien.»*

Imprégné de nostalgie, *Ce n'est pas une façon de dire adieu*, le second roman de Stéfani Meunier, évoque la jeunesse au temps des Beatles et du rock'n roll. Sean est musicien et n'a pour port d'attache que l'appartement de son ami Ralf, à Brooklyn, où il aime retourner entre les tournées avec son groupe. Héloise, elle, travaille dans un magasin de la cinquième avenue en rêvant au jour où elle aura sa propre ligne de vêtements. *Ce n'est pas une façon de dire adieu*, c'est le récit de ces années éthérées mais graves qui laisseront sur ces trois personnages une trace indélébile. Et c'est aussi l'histoire de la longue amitié entre Sean et Ralf, de la rencontre de celui-ci avec Héloise, de son exubérance à elle, de sa tempérance à lui.

Et nul besoin de mélodrames pour élever ces années au rang de moments illustres. Non, la plume de Stéfani Meunier arrive à nous faire voir tout le plaisir des bruits de casseroles dans la cuisine et de leurs soupers à trois. Elle parvient même à traduire le bonheur de certains silences partagés. Mais lorsque ceux-ci résonnent trop longtemps, lorsque les rires ne fusent plus, elle sait aussi nous faire ressentir la douleur de savoir une époque révolue. D'amitié, d'amour, mais aussi d'errance, ce roman est tel un film lent qui, au détour de quelques images et de quelques répliques bien placées, révèle l'humanité de chacun de ces personnages qui ne semblaient pourtant que banalement sympathiques au départ.

Et c'est peut-être ce qui est le plus réussi dans ce roman : ce quotidien, ces gestes qui se répètent, ces petits bonheurs qui s'inscrivent tranquillement dans une routine qui n'en est pas tout à fait une, magnifiés. Certes, le tout n'est pas parfait : une petite longueur par ci, par là. Mais n'est-ce pas ce dont est fait le quotidien ?

Ce n'est pas une façon de dire adieu, *Stéfani Meunier, Boréal, 2007, 213 pages.*

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:46 PM Page 20



*Le Nombre 23*, de Joel Schumacher

# 23 ARAIGNÉES AU PLAFOND

Patricia ROY

Après s'être fait offrir un mystérieux bouquin pour son anniversaire, Walter perd peu à peu le contact avec la réalité et devient obsédé par le nombre 23 en lequel il reconnaît la genèse de notre monde. Témoin de ses accès de paranoïa, l'entourage de Walter réalise toutefois que ce roman est à même de fournir les pièces manquantes de son passé trouble.

Après nous avoir offert des œuvres telles que *Le Fantôme de l'opéra,* ainsi que deux *Batman*, le prolifique réalisateur Joel Schumacher semble avoir gardé une certaine propension au gothique. Les paysages brumeux, les décors anguleux en plus d'un usage savant d'effets spéciaux, font de son dernier projet une réussite esthétique. C'est lorsque l'on en vient à considérer le scénario que l'impression de réussite laisse place à celle de déception. Laborieux et tiré par les cheveux, le récit semble avoir les yeux plus grands que la panse, et octroyer une trop grande confiance en ses interprètes qui, malgré un talent indéniable, ne peuvent pas sauver les meubles. Disons même que malgré les circonstances, Jim Carrey et Virginia Madsen (*Sideways*) s'en tirent plutôt bien. Les incalculables revirements de situation provoquent l'impatience de l'audience qui, pourtant pleine de bonne volonté, n'aspirait qu'à être séduite. Malgré la vraisemblance d'un succès au box-office, ce film nous permet d'espérer que les deux prochains projets du réalisateur prévus pour 2007 seront en mesure, cette fois, de combler nos espérances.

Université d'Ottawa

Des études supérieures en sciences sociales

Ça part d'ici.

À **l'Université d'Ottawa**, à la Faculté des sciences sociales, la majorité des étudiants bénéficient d'un appui financier renouvelable de 14 000 $ à 18 000 $.

- 19 programmes innovateurs aux 2e et 3e cycles
- 220 professeurs-chercheurs

*Venez nous rencontrer* ***le 1er mars 2007****, de 17 h à 18 h 30, à l'Hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth, salon Bersimis, 990, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal.*

Classée parmi les cinq universités canadiennes à plus haute intensité de recherche

www.sciencessociales.uOttawa.ca
1 877 uOttawa 613-562-5700

BARMAN / MAID
SERVEUR / EUSE
Cours et emplois
(*1981)
rabais internet
www.ecoledesmaitres.com
(514) 849-2828
1-800-561-1781

double pizza®
514• 343•0•343
TOUJOURS 2 POUR 1
LIVRAISON GRATUITE
10% SUR $ 50 ET PLUS
SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS
5002 QUEEN MARY

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:46 PM Page 21



Festival Under The Snow

# MUSIQUE SUR FOND BLANC

**Le festival de musique alternative Under The Snow revient du 1er au 4 mars 2007 pour sa troisième édition. Avec plus de groupes et plus de soirs. Entrevue avec le principal organisateur de l'évènement, Jean-François Rioux, également chroniqueur à *Quartier Libre*.**

**Propos recueillis par Hugo PRÉVOST**

**Quartier Libre : À qui s'adresse Under The Snow?**

**Jean-François Rioux :** À un public très large, affamé de découvrir de nouveaux *bands* avant les autres. Cela touche en partie les jeunes, bien sûr, mais surtout un public curieux. Notre but est de montrer aux gens que des groupes moins connus ne sont pas pour autant étranges. Pour cette troisième édition, on a voulu trouver de bons groupes de la relève, qu'ils soient de Montréal ou d'ailleurs au Canada. Parlovr, Mahjorbidet, The Rest, Lesbo Vrouven, Uberko, Diamond Sea et Auburn Lull sont parmi les groupes invités.

**Q.L. : Comment vous est venue l'idée d'organiser un festival de musique alternative et de l'appeler Under The Snow?**

**J-F. R. :** C'est une idée qui germait depuis le milieu des années 90; je trouvais qu'il ne se passait rien à Montréal en hiver. Il y avait de bons groupes, mais pas de spectacles… Je voulais lancer un évènement pour pousser les gens à sortir l'hiver, et lors de la première édition, il y a eu une tempête de neige. Le nom Under The Snow est donc resté; la musique *underground* présentée au festival correspond bien avec ce thème «sous la neige».

PHOTO: MARIE-SOLEIL DESAUTELS

Jean-François Rioux a créé la première édition du festival Under The Snow en 2005.

**Q.L. : Comment un festival de musique alternative trouve-t-il sa place parmi les nombreux festivals de musique à Montréal?**

**J-F. R. :** En fait, on n'a jamais eu la prétention d'attirer autant de monde que les grands festivals, ni les moyens financiers de présenter de la musique gratuite à l'extérieur, surtout en hiver! On vise un public qui n'a pas peur de payer pour découvrir de la musique, puisque le festival est indépendant et ne reçoit pas de subventions du gouvernement.

**Q.L. : Comment faites-vous connaître Under The Snow?**

**J-F. R. :** On se fie beaucoup sur Internet, mais aussi sur mes autres projets, comme le magasine gratuit *Emoragei*, publié depuis une dizaine d'années. Les journaux *Hour*, *Voir* et *Ici* ont tous publié un article lors de la première édition et ça nous a beaucoup aidés. On s'associe aussi avec des radios qui font jouer les disques des groupes invités. On publie aussi des dépliants, des affiches, des annonces dans les magazines…Sans oublier le bouche à oreille.

**Q.L. : Quelles sont les perspectives d'avenir pour le festival?**

**J-F. R. :** Je voudrais bien dire que je ne demanderai jamais de subventions, mais de l'argent en plus nous permettrait de faire venir d'autres groupes, un peu plus connus. Ce qui est un bon moyen de faire découvrir les groupes plus petits. J'aimerais faire en sorte que la quatrième édition soit la plus grosse. Chaque année, on rajoute des soirs de spectacle, des salles; on vise à attirer de plus en plus de gens, en plus de faire revenir les habitués.

*Du 1er au 4 mars 2007, à la Sala Rossa, Casa del popolo et au Divan Orange. www.underthesnow.ca.*

LES VOLS POUR ÉTUDIANTS
LES MOINS CHERS
AU CANADA

Zoom offre aux clients de Voyages Campus un rabais de 100 $* additionnel sur les vols les moins chers.

RÉSERVEZ-TÔT, EXCLUSIVEMENT CHEZ VOYAGES CAMPUS !

*Appelez-nous pour connaître les détails et les disponibiltés.

VOYAGES CAMPUS
S'évader pour vrai!

Côte-des-Neiges
5150 Ave Decelles
514-735-8794

_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:46 PM Page 22



## Musique

DAVID VANDERVELDE

### The Moonstation House Band

(Secretly Canadian)

Une des premières belles découvertes de 2007 : le jeune auteur-compositeur américain David Vandervelde. Avec son premier album, *The Moonstation House Band*, Vandervelde nous fait vivre un retour en arrière avec un rock influencé par les années 1970, autant par David Bowie que Marc Bolan. Le jeune musicien a ce petit côté *glamour*, cette maturité et cette approche que les musiciens d'aujourd'hui ont de moins en moins : le sens du spectacle et de la mélodie. Âgé de 19 ans seulement au début de la composition de *The Moonstation House Band*, Vandervelde ne s'est pas gêné pour demander de l'aide spécialiste des arrangements orchestraux David Campbell (qui a travaillé pour Beck, Elton John, Leonard Cohen, Willie Nelson et qui a récemment écrit la trame sonore du film *Brokeback Mountain*), qui l'a aidé pour les pièces *Corduroy Blues*, *Wisdom From a Tree* et *Moonlight Instrumental*. Le jeune virtuose a eu accès à l'équipement et aux studios qu'utilisait Wilco à Chicago lors de l'enregistrement de *Yankee Hotel Foxtrot* et *Being There*; on peut même trouver certaines sonorités comparables dans les disques des deux artistes. La voix de Vandervelde, confiante et naïve à la fois, sait passer des ballades country à un style plus éclaté, comme sur la superbe *Nothin'No* qui est un tube incontournable. *The Moonstation House Band* est un retour en arrière doublé d'une nouveauté rafraîchissante, enfin!

**(Jean-François RIOUX)**

BLOC PARTY

### A Weekend in the City

(Vice)

Bloc Party faisait récemment paraître son deuxième album, *A Weekend in the City*. La barre était haute, compte tenu du succès critique et commercial qu'avait connu son disque précédent, *Silent alarms*. Franchement, les enfants chéris de la scène londonienne ne s'en tirent pas trop mal. Les six premières chansons permettent de renouer avec les collages dynamiques qui donnaient tant d'énergie au précédent opus. Le batteur Matt Tong est à son meilleur, livrant un bouquet de rythmes endiablés qui frôlent la musique techno et électronique. Bloc Party y ajoute des riffs agressifs, presque hypnotiques, et des mélodies parsemées de clavier et de xylophone. Kele Okereke met la touche finale en faisant danser sa voix très britannique. Cette première partie de *A Weekend in the City* s'écoute très bien mais manque de punch comparativement à *Silent alarms*. *Waiting for the 7.18*, *Song for Clay*, *On* et *The Prayer* sont les chansons à retenir. Les suivantes, *Kreuzberg, I still remember* et *Sunday* sont, quant à elles, de pâles copies de U2. Peut-être Bloc Party aurait-il dû se faire confiance, plutôt que de confier la réalisation de *A Weekend in the City* à Jacknife Lee. Le disque aurait gagné à être plus brut, moins peaufiné. La voix de Kele Okereke est assez originale pour que l'on n'ait pas à la modifier électroniquement. On attendait un peu plus de ce disque, mais, finalement, cela aurait pu être pire.

**(Nicholas LAVALLÉE)**

ÉMILIE PROULX

### Dans une ville endormie

(La Confiserie)

Émilie Proulx est une nouvelle venue sur l'étiquette La Confiserie, la branche de GSI Musique qui se concentre sur les artistes indépendants. Son premier EP, *Dans une ville endormie*, est le journal intime d'une dépressive qui livre ses pensées. Mais, dans ce cas-ci, ce n'est pas un défaut. Émilie Proulx a écrit les cinq chansons à la première personne. Sa poésie conjugue pleurs, peurs et isolement sans tomber dans le piège de la redondance. Pour mettre en musique sa mélancolie, l'artiste a usé de sobriété. Les mélodies sont pleurées sur une guitare acoustique accompagnée d'une basse, d'un piano, d'une batterie et parfois de violoncelles. Mis à part la batterie, Émilie Proulx a enregistré tous les instruments en plus de réaliser elle-même l'album. Sa voix, un peu basse, rappelle celle d'Annick Jean. Afin de rendre justice aux textes, Émilie Proulx chante de façon quasi monotone sur tous les titres. Toutefois, elle déploie sa voix sur les chœurs, démontrant ainsi un registre plus élargi. Étant donné le caractère très personnel de l'œuvre, *Dans une ville endormie* demande quelques écoutes avant de visiter pleinement sa ville endormie. Les images noires et froides en ralentissent l'accès mais la force d'interprétation de l'artiste confère au disque une grande sincérité. Émilie Proulx est encore jeune et démontre une habilité pour la composition. Elle pourrait surprendre lors d'un premier album.

**(Nicholas LAVALLÉE)**

APOSTLE OF HUSTLE

### National Anthem Out Of Nowhere

(Arts & Crafts)

Apostle Of Hustle – l'autre formation d'Andrew Whiteman de Broken Social Scene – nous offre *National Anthem Out Of Nowhere*, album qui suit *Folkloric Feel* paru en 2004 et, comme son titre l'indique, qui se voulait résolument folk. Cette fois, exception faite de quelques morceaux comme la pièce-titre ou encore *Cheap Like Sebastian*, et *Chances Are*, ce deuxième album prend une toute autre allure. À la fois plus mélodique, plus rock mais aussi plus chaud (on pense entre autres à *Rafaga!* ou *Fast Pony For Victor Jara* chantées en espagnol et qui ont des tons très… tropicaux!). *National Anthem Out Of Nowhere* est excellent par moments mais demeure décousu. On ne sait en effet jamais à quoi s'attendre, chaque pièce étant unique, différente de celle qui la précédait et de celle qui la suivra. À chaque fois qu'on s'imagine l'avoir ciblée, la formation amène une nouvelle facette de son répertoire. Par exemple, le troisième extrait, *The Naked & Alone,* est immédiatement suivi par l'étrange *Haul Away*. On se doit tout de même d'en recommander l'achat, surtout que, dans l'ensemble, *Apostle Of Hustle* offre une musique printanière, question de passer par-dessus la grisaille des derniers jours d'hiver. Mais ne soyez pas surpris si cela ne ressemble pas à ce que vous pensiez! Un album pour tous ceux qui vénèrent le *shuffle*.

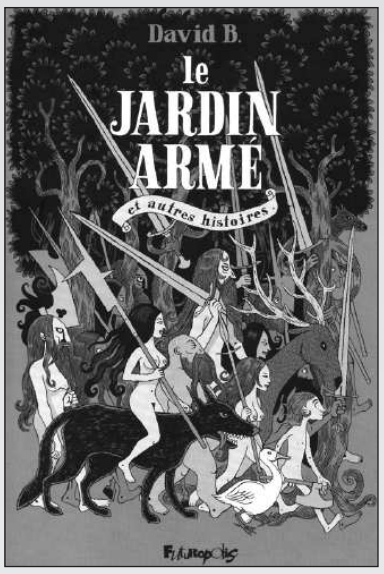
**(Nicolas PARADIS)**

## Bande dessinée

# TROIS CONTES

**Julie DELPORTE**

Il y a quelque temps, David B. a claqué la porte de L'Association, la maison qui a porté les six tomes de son chef-d'oeuvre (mot réfléchi) *L'ascension du Haut-Mal*. Depuis, son ancien éditeur, Jean-Christophe Menu, n'a de cesse d'accuser son nouveau, celui de Futuropolis, de marcher sur ses plates-bandes, entre autres récriminations. Mais ceci est une autre histoire...




David B. (né Pierre-François Beauchard à Nîmes en 1959) est parti avec, sous son bras, deux histoires publiées de 1996 à 1998 dans la revue *Lapin* : « *Le prophète voilé* » et « *Le jardin armé* ». Il a dessiné une suite inédite à la seconde histoire (intitulée *Le tambour amoureux*) qui clôt le livre chroniqué ici. Trois chapitres que l'on découvre et redécouvre avec le même bonheur, en s'attardant sur la complexité des histoires, et le détail symbolique du dessin.

Si l'univers du premier conte (le Moyen-Orient) n'est pas le même que celui des deux qui le suivent (le Moyen Âge), entraînant ainsi un léger déséquilibre, les trois opus se rejoignent dans leur style. Au noir et blanc habituel de David B., s'ajoute un dégradé de marron. Le tout, gravé comme une enluminure du XV$^{ème}$ siècle, avec squelettes et femmes nues en sus.

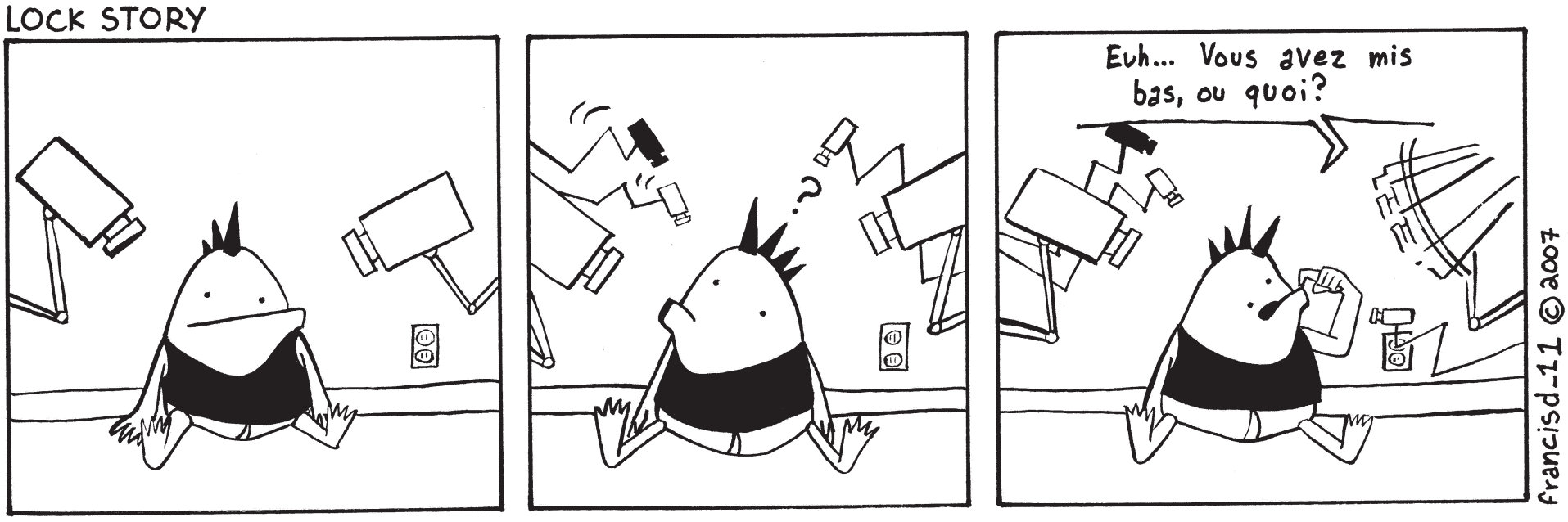
Le mélange guerrier et religieux qui parcourt les pages du *Jardin armé* a sans conteste lui aussi une proximité cohérente. Que les personnages s'inspirent des califes des *Mille et Une Nuits* ou des chevaliers de la Prague médiévale, ils parlent tous de Dieu. D'un dieu invoqué pour justifier les massacres, et d'un paradis qui reste inaccessible jusqu'à la fin. Inquiétant et philosophique, ce recueil est un exercice de style particulier, définitivement pas du tout fait pour attirer les foules de lecteurs (et bien difficile à décrire fidèlement). Aux lieux communs des vieilles histoires, David B. mêle une imagination précise. Elle est peuplée d'adamites, de taborites, de puits mis en abîme dans lesquels croupissent les morts, de fruits qui rendent fous et malades mais font oublier la misère, de tohu-bohu qui tourne au fond des yeux...

Quelques-uns d'entre nous considèrent avec tristesse la perte de la presque moitié de leur vie dans un sommeil pourtant réparateur. David B, sans doute, n'est pas de ceux-là. Près de ses rêves et de ses cauchemars, on imagine qu'il les raconte, les ressasse, les inscrits, peut-être, dans un carnet, au réveil. On imagine... Car explicitement (dans *Le cheval Blême*, L'Association, 1992) ou non (dans ces trois contes publiés sous le nom de *Jardin armé et autres histoires*), les livres de Monsieur B. empruntent aux films qui tournent dans son hémisphère onirique quand la lumière est éteinte.

*Le jardin armé et autres histoires*, David B., Futuropolis.

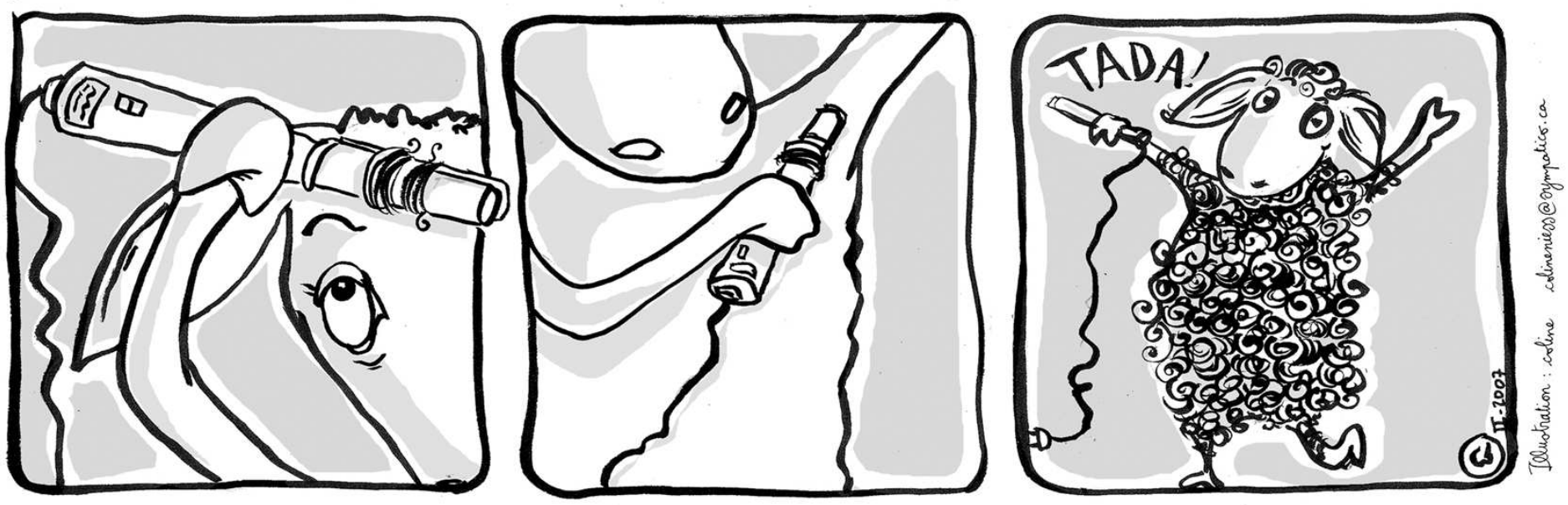
_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:46 PM Page 23

## LOCK STORY




## Belle Lurette et Mère Chat

## pour un flirt avec toi



_QLvol14no12.qxd 2/27/07 10:46 PM Page 24

# L'arnaque libérale démystifiée

***Le Parti libéral du Québec propose que « à chaque année pendant la période 2007-2012, en les élevant, par crédit, d'un montant qui équivaut à 50$ par session pour 15 crédits (100$ pour deux sessions de 15 crédits) ».***

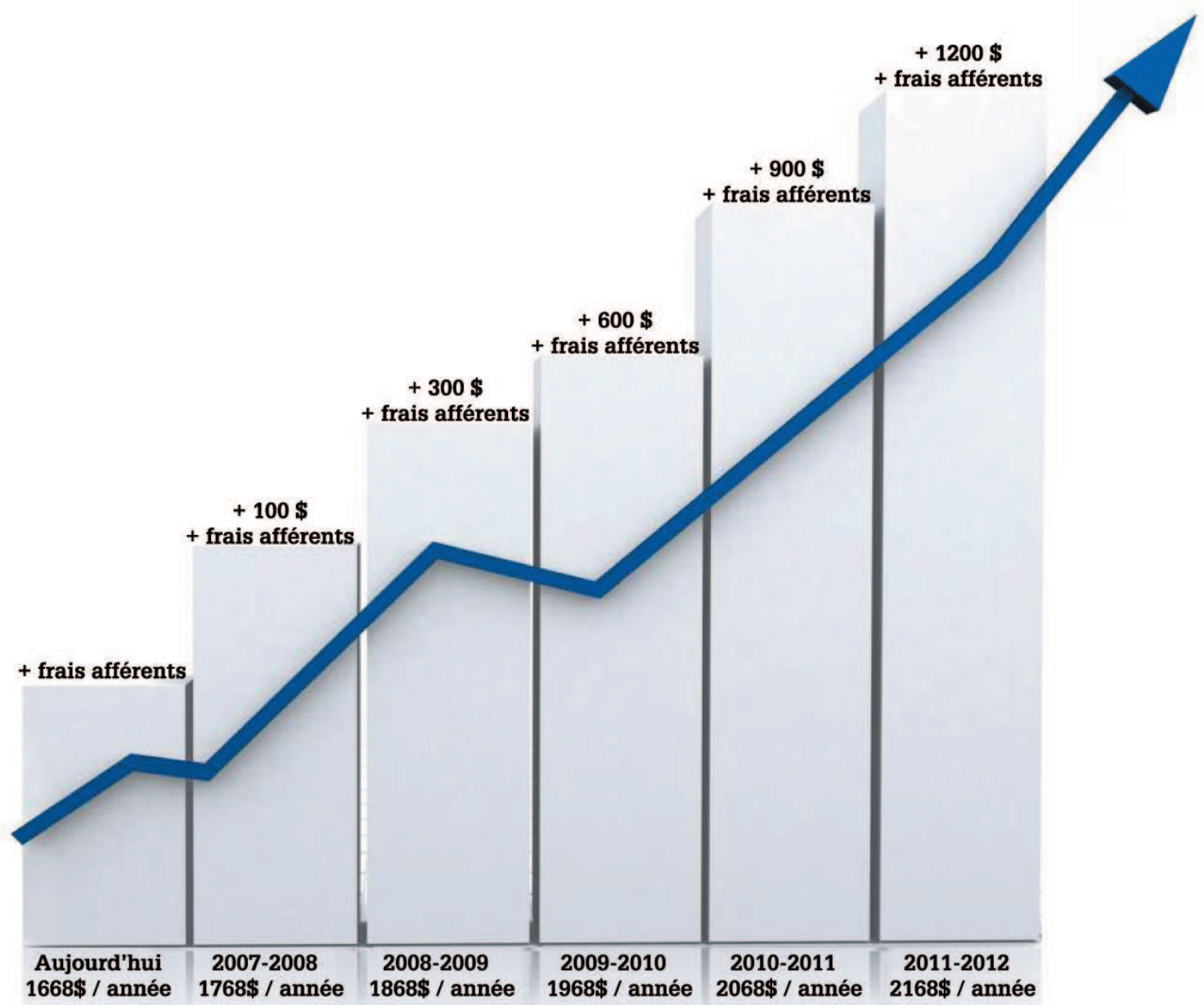
***À chaque session, vous paierez 50$ de plus qu'à la session précédente. Chaque année coûtera 100$ de plus que la précédente. Après 5 ans, les frais de scolarité auront presque doublé.***

## La plan du PLQ en éducation

***Objectif :*** ***Que les étudiants acceptent sans broncher un dégel massif.***

***Moyens :*** ***Prétendre que l'aide financière sera améliorée, comme lors des coupures de 103 millions $.***

***Arnaque :*** ***Pas de proposition claire sur l'aide financière aux études. Pas de proposition claire pour contrer les frais afférents.***




## L'université, j'en fais ma priorité!

***Je ne peux pas assumer une autre hausse des frais de scolarité.***

informez-vous impliquez-vous à votre association étudiante / FAÉCUM 3200 Jean-Brillant, local B-1265 514.343.5947 / www.faecum.qc.ca